

Bern, 18. November 1993
Vertraulich/Confidentiel

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission (APK)

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 21. Oktober 1993, 16.30 - 20.45 Uhr,
und vom 22. Oktober, von 08.00 - 10.45 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TRAKTANDEN

1. Schweizerische Aussenpolitik
 - 1.1 Die Politik der Guten Dienste am Beispiel der Mission von Botschafter Brunner in Georgien
 - 1.2. Die Beziehungen Schweiz-Türkei seit den Ereignissen vom 24. Juni 1993; Perspektiven
2. Aktualitäten
 - 2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien
 - 2.2. Der Friedensprozess im Nahen Osten
 - 2.3. Weitere Aktualitäten (siehe Teilprotokoll 1)
3. 93-27 Petition betreffend Demokratisierung in Zaire (siehe Teilprotokoll 2)
4. 93.064 Zolltarifarisches Massnahmen. Bericht (siehe Teilprotokoll 3)
5. 93.030 Doppelbesteuerung. Abkommen mit Luxemburg (siehe Teilprotokoll 4)
6. 93.030 Doppelbesteuerung. Abkommen mit Marokko (siehe Teilprotokoll 4)
7. 93.076 Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den allgemeinen Kreditvereinbarungen der Internationalen Währungs fonds (siehe Teilprotokoll 5)
8. Ein Jahr Mitgliedschaft der Schweiz IWF/Weltbank; erste Bilanz (siehe Teilprotokoll 6)
9. Vorbereitung der Sitzung vom 18./19. November 1993 (siehe Teilprotokoll 7)
10. Verschiedenes (siehe Teilprotokoll 7)

ORDRE DU JOUR

1. Politique extérieure de la Suisse
 - 1.1 La politique des bon offices à l'exemple de la mission de l'ambassadeur Brunner en Géorgie
 - 1.2. Les relations Suisse-Turquie depuis les événements du 24 juin 1993; Perspectives
2. Actualités
 - 2.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie
 - 2.2. Le processus de paix au Proche-Orient

- 2.3. Autres actualités
(voir procès-verbal particulier 1)
3. 93-27 Pétition relative à la démocratisation au Zaïre
(voir procès-verbal particulier 2)
 4. 93.064 Mesures tarifaires douanières. Rapport (voir
procès-verbal particulier 3)
 5. 93.030 Double imposition. Convention avec le
Luxembourg (voir procès-verbal particulier 4)
 6. 93.030 Double imposition. Convention avec le
Maroc (voir procès-verbal particulier 4)
 7. 93.076 Renouvellement de la participation de la
Suisse aux Accords généraux d'emprunt du FMI
(voir procès-verbal particulier 5)
 8. Un an après l'adhésion de la Suisse au FMI et à la
Banque mondiale: Premier bilan (voir procès-verbal
particulier 6)
 9. Préparation de la séance des 18/19 novembre 1993
(voir procès-verbal particulier 7)
 10. Divers (voir procès-verbal particulier 7)

TEILNEHMER**Präsidium:** Cavelti**Anwesende Mitglieder:** Flückiger, Béguin, Bloetzer,
Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rhinow,
Rüesch, Schiesser, Simmen**Entschuldigt:** Kündig**Weitere Teilnehmer:**

Zu 1.1.

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

Botschafter Brunner, Paris, Uno-Beauftragter für
Georgien

Botschafter Nordmann, EDA

H. Frunz; EDA

Zu 1.2.

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

Botschafter von Däniken, EDA

Botschafter Ramseyer, EDA

H. Riccard, BAWI; EVD

H. Frunz; EDA

Zu 2.1.

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

Direktor Fust, DEH, EDA

Botschafter von Däniken, EDA

H. Welti, EDA

H. Ferrari, SKH, DEH, EDA

H. Dannecker, DEH, EDA
H. Riccard, BAWI, EDA
H. Frunz; EDA
Zu 2.2. und 2.3.
Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
Direktor Fust, DEH, EDA
Botschafter Reimann, EDA
H. Dannecker, DEH, EDA
H. Frunz; EDA
Zu 3.
Botschafter Reimann, EDA
H. Stücheli, EDA
Zu 4.
H. Zosso, BAWI, EVD
H. Stücheli, EDA
Zu 5. und 6.
H. Lüthi, ESTV, EFD
H. Gante, ESTF, EFD
H. Stücheli, EDA
Zu 7. und 8.
Bundesrat Stich, Vorsteher EFD
H. Ith, EFD
Botschafter Imboden, BAWI, EVD
Botschafter Greber, EDA
H. Cart, DEH, EDA
H. Stücheli, EDA
Zu 9. und 10.
H. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi

Protokoll: Rémo Kuonen (f), Regula Buchmüller (d)

1. Schweizerische Aussenpolitik

1.1. Die Politik der Guten Dienste am Beispiel der Mission von Botschafter Brunner in Georgien

Da Herr Botschafter Brunner seine Mission im Auftrag der Uno ausführt, wird auf seinen Antrag und mit Einwilligung der Kommission über sein Referat und die anschliessende Diskussion kein Protokoll geführt.

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Je suis satisfait du fait que votre commission ait inscrit au premier point de l'ordre du jour la politique des bons offices à l'exemple de la mission de l'ambassadeur Brunner en Géorgie. Je laisserai à M. Brunner le soin de vous communiquer des informations sur ses activités en Géorgie. Je vous prie de ne pas porter au procès-verbal ses déclarations puisqu'il est lié par un mandat à l'ONU.

En ce qui me concerne, je me limiterai à vous confirmer le fait que la politique des bons offices est un secteur dans lequel la Suisse s'est toujours engagée fermement. Pendant longtemps il a même été privilégié, d'autant qu'il était directement lié au statut de neutralité de notre pays.

Cette politique des bons offices reste aujourd'hui une des priorités de notre politique étrangère. Compte tenu de l'évolution des problèmes internationaux, elle prend même de l'importance. Si l'on considère les moyens financiers à sa disposition, on constate que beaucoup reste encore à faire.

Comment se traduit notre politique des bons offices? Tout d'abord nous mettons à disposition du personnel formé, notamment sur le plan militaire puisque l'on fait souvent appel à des observateurs militaires, sur le plan des droits civiques, pour remplir des mandats de surveillance électorale, et dans divers autres domaines. La Suisse met à disposition du personnel jusqu'au plus haut niveau, comme par exemple M. Brunner. L'ONU nous avait en effet demandé de bénéficier de sa grande expérience et de son prestige. N'oublions pas en outre que le Parlement a également prévu de mettre à disposition un groupe militaire (les casques bleus suisses) - le peuple se prononcera à ce propos certainement en juin 94.

On peut ajouter une série d'actions ponctuelles, comme par exemple le financement des opérations pour le maintien de la paix entreprises par d'autres organisations, comme la mise à disposition de matériel - moyens aériens pour assurer le déplacement de missions de l'ONU. Je rappelle aussi la tâche confiée à la Suisse lors de la récente Conférence de Genève sur les droits humanitaires de guerre. Nous avons reçu le mandat de promouvoir l'évolution du droit humanitaire de guerre, en particulier d'en favoriser une application plus cohérente et plus spontanée.

La Suisse est un petit pays. Elle n'a pas la possibilité d'intervenir partout. Par conséquent, nos moyens limités nous imposent des choix du point de vue du lieu et de l'action. Nous devons hélas aussi établir des priorités.

Face à la demande croissante dans ce secteur il faudra malheureusement savoir donner une réponse négative à certaines requêtes. Pour ce faire, nous avons déterminé quelques critères, de manière à garder une certaine objectivité.

Du point de vue géographique, il n'y a aucun doute que des conflits qui se développent près de nos frontières nous engagent davantage que ceux qui sont très éloignés. L'intensité ou la gravité du conflit nous interpelle également. Plus le conflit est grave, plus nous nous sentons appelés à fournir notre aide. Le paramètre politique ou stratégique d'une situation déterminée ne nous est pas indifférent. Le conflit yougoslave répond par exemple parfaitement aux deux premiers critères mentionnés. En revanche, l'Afrique du Sud remplit mieux le troisième critère, car les événements qui s'y déroulent joueront un rôle fondamental dans l'histoire des relations entre les races. Par conséquent, la Suisse fournira volontiers un appui dans le conflit intérieur de l'Afrique du Sud. Elle s'est d'ailleurs déjà engagée avec l'envoi d'observateurs électoraux. En outre, je vous signale que M. Kellenberger se rendra en Afrique du Sud dans quinze jours pour essayer de déterminer ce que le savoir-faire suisse peut apporter à ce pays. Le quatrième critère est tout à fait pragmatique. Si la Géorgie représente aujourd'hui une priorité c'est précisément parce que M. Boutros-Ghali a envoyé M. Brunner dans cet Etat plutôt qu'en Arménie. Comme vous le constatez les choix sont parfois dépendants des requêtes des organisations internationales, en particulier de l'ONU. Je souligne que les bons offices sont une priorité essentielle de notre politique étrangère et nous devons nous y consacrer de manière accrue dans les années à venir.

Les moyens budgétaires dont nous disposons sont limités à environ 26 millions de francs par an. Je fais abstraction des présences militaires qui sont comprises dans le budget du DMF. Malgré les difficultés financières de la Confédération nous avons augmenté ces moyens de 20% dans le budget 94. Même si cet accroissement demeure faible face aux besoins internationaux, il est néanmoins remarquable compte tenu de nos difficultés financières.

En conclusion, la discussion sur ce volet de notre politique extérieure ne se terminera pas aujourd'hui, mais je vous tiendrai au courant de l'évolution de ce secteur important à l'occasion des prochaines séances.

La mission confiée par le secrétaire général de l'ONU à M. Brunner est particulièrement dure et délicate. Il devrait avant tout obtenir un véritable accord de cessez-le-feu en Géorgie. Ensuite, il devrait mettre en place les conditions politiques générales pour un règlement politique du contentieux. Finalement, il devrait intégrer à ce processus de paix les pays voisins de la Géorgie, plus particulièrement la Russie. Lorsque le secrétaire général de l'ONU m'avait personnellement contacté pour me demander d'accepter de confier cette fonction à M. Brunner, je précise que d'autres

tâches étaient aussi envisagées pour notre nouvel ambassadeur à Paris. J'ai pensé qu'une réponse rapide et positive à l'ONU était indispensable, car c'était un service fondamental à rendre à une organisation dont nous ne faisons malheureusement pas encore partie. Après quelques mois d'activité, la reconnaissance de l'ONU vis-à-vis de la Suisse est très grande. C'est évidemment à mettre en relation avec la qualité du travail accompli jusqu'à présent par M. Brunner.

(Siehe Anhang 1: Georgien und der Abchasienkonflikt)

1.2. Die Beziehungen Schweiz-Türkei seit den Ereignissen vom 24. Juni 1993; Perspektiven

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Par rapport à la dernière séance, la situation en Turquie s'est nettement calmée. Je pourrai donc être relativement bref. En outre, une sorte de bilan du Conseil fédéral a été transmis au Parlement en réponse à la question urgente Vollmer. Dans cette réponse le gouvernement tire une conclusion définitive sur cette affaire. Je n'ai donc pas grand chose à y ajouter. Je signale simplement deux observations issues de l'affaire des otages. D'une part, le renvoi de notre ambassadeur de Turquie au moment de l'affaire des otages nous a particulièrement touchés. Certes, j'avais imaginé que notre attitude après les événements du 24 juin risquait de susciter une réaction de ce type de la part des autorités turques, mais compte tenu de la prise d'otages nous ne pensions tout de même pas en arriver à cette situation. Nous avons particulièrement mal ressenti le renvoi de notre ambassadeur au cours du déroulement de l'affaire des otages, notamment parce qu'ils avaient été enlevés par les Kurdes, ce qui aurait dû inciter les Turcs à reporter leur prise de position. En revanche, l'attitude de la Turquie envers la Suisse au cours de l'affaire des otages n'a pas été discriminatoire par rapport aux autres pays concernés: l'Italie, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande. Les personnes que nous avons déléguées en Turquie après le renvoi de notre ambassadeur ont bénéficié d'une collaboration aussi bonne que les représentants des autres Etats.

L'affaire est maintenant liquidée. Il s'agit de reconduire avec calme nos relations avec la Turquie, sans oublier cependant que notre attitude face aux événements du 24 juin devant l'ambassade de Turquie doit être considérée par d'autres ambassades comme un exemple. Nous ne pouvons pas tolérer que l'on tire des terrasses d'une ambassade comme dans un stand de tir.

M. **Ramseyer**: Le problème kurde est né de la fondation de la République turque en 1923. Jusqu'à cette date l'empire ottoman contrôlait relativement bien ces minorités, car les communautés chrétiennes s'autogérait. Les communautés musulmanes, en particulier les Kurdes, disposaient du droit de transhumance -ces peuples se sont sédentarisés il y

à une cinquantaine d'années. Les choses alors n'allaient pas si mal. De temps à autre, lorsqu'il y avait une révolte, une escouade de soldats était envoyée sur place et les têtes tombaient, ce qui ramenait le calme durant vingt ou trente ans. Il y a eu de grandes révoltes kurdes, mais ce peuple souffre malheureusement d'une grande faiblesse puisqu'il est réparti aujourd'hui sur cinq Etats. S'il y en a 12 millions en Turquie, il y en a 4 à 5 en Iran où une politique d'intégration est menée. La république islamique respecte leur langue et leurs traditions. Les Kurdes n'ont cependant pas le droit de s'exprimer. En Irak vous vous souvenez que les Kurdes ont été victimes de bombardements chimiques et ont été repoussés vers les montagnes à la fin de la guerre du Golfe.

Lors de la lutte d'Atatürk contre l'occupation grecque, italienne et française, la tradition ottomane a été abandonnée. Il a établi la république kémaliste, c'est-à-dire un régime fort. Il a accompli des réformes exceptionnelles. D'un jour à l'autre, il supprime le califat et sépare complètement l'idée de l'Etat de la foi musulmane. En 1926, le droit de vote est octroyé aux femmes. On va respecter l'égalité des citoyens et supprimer la sharia et établir en Turquie notre Code civil et le Code de procédure pénal du canton de Neuchâtel. En quelques années cet Etat deviendra un pays moderne avec des structures modernes. La Turquie n'a cependant pas réussi à intégrer les Kurdes. Durant ses années de règne, Atatürk - c'était en réalité un potentat - considérera les Kurdes comme des Turcs des montagnes. Il ne prononcera même pas le mot "Kurdes" et ne reconnaîtra jamais leur identité. Pour un Suisse il est aberrant d'imaginer qu'en Turquie l'emploi de la langue kurde était interdite jusqu'en 1991. Même maintenant, en dépit des règlements, il n'y a pas véritablement de liberté pour la langue kurde et les Kurdes sont totalement exclus du processus d'intégration. Il n'y a alors pour eux que deux choix possibles. S'ils sont favorables au gouvernement, ils sont exterminés par le PKK. S'ils choisissent de suivre la guérilla - les jeunes en particulier - ils subissent l'intervention des troupes gouvernementales qui rasant les villages et emprisonnent les partisans. Cette situation est le grand drame de la Turquie moderne qui comprend 12 millions de citoyens kurdes. Il est d'ailleurs extrêmement difficile de déterminer l'origine kurde d'un Turc, car ceux qui font partie de l'élite n'osent pas l'afficher. Ils auraient trop peur d'être marginalisés. Par exemple, l'actuel ministre des affaires étrangères - qui était l'homme-clé dans l'affaire avec la Suisse - est Kurde, mais il a totalement renoncé à son appartenance à cette entité culturelle. La politique d'Ankara est donc très répressive.

Le PKK qui est un mouvement marxiste-léniniste a été constitué en 1970. Sa tête réside dans la Bekaa au Liban. Elle est protégée par les Syriens. C'est un mouvement terroriste qui ne recule devant rien. Si certaines conseillères nationales ont entièrement raison de défendre les intérêts des Kurdes, elles ne doivent cependant pas oublier que les membres du PKK ne sont pas des anges. Ils ont choisi de lutter pour une cause certes valable, mais les armes à la main et en relation avec le terrorisme

international puisqu'ils entretiennent des contacts dans tous les Etats d'Europe occidentale où travaillent et vivent des Kurdes qu'ils rackettent. Nous devons donc être extrêmement attentifs au jugement que l'on porte sur les événements qui se déroulent en Turquie.

Parmi les 12 millions de Kurdes trois millions se trouvent en dehors de la zone du Kurdistan (environ 800'000 à Ankara, 1,5 million à Istanbul et 500'000 à Izmir). Il sera donc toujours très difficile de parler d'autonomie puisque ces Kurdes se sont établis pour exercer leurs activités professionnelles. On peut dire qu'il y a deux Turquie. Celle de l'ouest est développée et ressemble, du point de vue industriel, à l'Espagne. Celle de l'est est une région semblable à un pays en développement.

Une seule fois dans leur histoire les Kurdes ont eu une lueur d'espoir: en 1920 au Traité de Sèvres. L'empire ottoman moribond qui ne disposait plus du pouvoir et les puissances alliées avaient décidé qu'un an après la ratification du traité les Kurdes pourraient obtenir un Etat. Les malheureux n'ont jamais vu la concrétisation de cette promesse. En 1923, la république kémaliste triomphante a obtenu au Traité de Lausanne gain de cause sur tous les tableaux. Depuis, on n'a plus jamais reparlé d'un Etat kurde.

Aujourd'hui, la situation est sans issue. La mort du président Ozal a créé une vacance politique durant deux mois. Pendant cette même période, Ocalan (chef du PKK) a déclaré unilatéralement un cessez-le-feu. Malheureusement, compte tenu de la situation, le gouvernement n'a pas su mettre à profit cette parenthèse ouverte par le PKK. Le fait que le nouveau premier ministre soit une femme est extraordinaire dans un pays musulman. Mme Ciller ne doit pas sa nomination à une tradition familiale comme Mme Bhutto. C'est une femme brillante, moderne, appuyée par l'élite moderniste du pays qui est convaincue de la nécessité pour la Turquie de se rapprocher de l'Europe. Mme Ciller n'a toutefois pas de politique définie à l'égard des Kurdes, car aujourd'hui encore c'est un tabou à Ankara. La seule alternative reste toujours l'intégration ou l'extermination. Sur une armée de 850'000 hommes, plus de 500'000 sont cantonnés au sud-est pour contrôler la situation. On note un véritable non-dialogue, une non-reconnaissance des Kurdes. Etant donné cette situation, je crois que la Turquie court à la catastrophe. En effet, d'une part de plus en plus de jeunes kurdes sans espoir de travail, d'identité culturelle, choisissent la voie de la guérilla. D'autre part, le gouvernement de coalition de Mme Ciller qui, en dépit de tout est désigné démocratiquement, n'a pas de politique à l'égard de la minorité kurde.

Ce qui se passe dans le domaine des droits de l'homme en Turquie est affligeant, mais cette situation n'est pas unique. Par exemple, le gouvernement mexicain ne se comporte guère mieux dans sa politique à l'égard des indigènes (10 millions de personnes). Or, y a-t-il une question relative au respect des droits de l'homme au Mexique de la part d'un membre des conseils? Non, parce que cet Etat n'est pas membre du Conseil de l'Europe et parce qu'il est loin de la Suisse. En revanche, le

lobby kurde vivant dans notre pays est très important. Certes, il est nécessaire, mais nous devons aussi juger le gouvernement turc à l'aune d'une certaine justice, car il est confronté à un immense problème. Or, il n'est même pas prêt à imaginer le respect de certains droits qui nous semblent fondamentaux. Le seul fait que Mme Ciller ait envisagé la création d'une radio en langue kurde a mis le feu aux poudres. Tous les conservateurs se sont dressés contre elle.

N'oublions pas l'existence de tous les mouvements fondamentalistes islamistes. En Turquie on trouve principalement des sunnites. La minorité chiite (les alaouites) est plutôt "douce" et représente environ le 20% de la population. Ils ne disposent pas de mosquées dans leur village. En revanche, les sunnites trucs traditionalistes gagnent énormément de terrain en Turquie, car beaucoup de jeunes ne trouvent pas de travail dans ce pays qui se veut moderne et industrialisé. Ils cherchent alors dans la foi musulmane, dans le retour aux sources, un espoir et des illusions qu'on a vu se développer dans certains pays comme l'Iran ou l'Algérie. La Turquie devrait être un élément stabilisateur dans cette région en pleine ébullition, car elle est cousine de tous les peuples vivant dans le Caucase et en Asie centrale. Tous parlent le turc comme un Bâlois et un Haut-valaisan parlent le schwyzertütsch, sauf en Géorgie, en Arménie et au Tadjikistan. Mais, naturellement tant que la Turquie sera confrontée au problème kurde elle ne pourra pas tenir le rôle qu'elle pourrait potentiellement avoir dans cette région du monde.

Weil die bundesrätliche Antwort auf die dringliche Einfache Anfrage Vollmer den Kommissionsmitgliedern nicht bekannt ist, wird sie nun ausgeteilt (vgl. Anhang 2).

Diskussion - Discussion

Präsident: Ihre Äusserungen über die Türkei waren meines Erachtens äusserst informativ und objektiv, gerade wenn man bedenkt, dass Sie doch von dieser Regierung ausgewiesen wurden.

M. Delalay: Que veulent effectivement les Kurdes de Turquie? Souhaitent-ils un Etat indépendant ou veulent-ils simplement être reconnus comme une minorité en Turquie?

Schiesser: Der Bundesrat war bemüht, den Konflikt zu lösen und nicht noch mehr Öl ins Feuer zu giessen. Meines Erachtens ist die Tatsache, dass die Türkei nicht im geringsten versucht hat, den Konflikt zusammen mit den schweizerischen Behörden zu lösen - der türkische Aussenminister hat sogar noch mit zusätzlichen Massnahmen gedroht -, schlichtweg inakzeptabel. Die Schweiz sollte zukünftig auch im Rahmen der Europaratstätigkeit direkter vorgehen, bspw. die Menschenrechtsverletzungen in der Türkei anprangern.

Wahrscheinlich hätte sich die Türkei anders verhalten, wenn die Schweiz in der EG wäre, weil unsere aussenpolitische Stellung eher schwach ist.

Rhinow: Hatte die Schweiz rund um diesen Vorfall vom 24. Juni 1993 wirklich ein reines Gewissen, oder hat nicht auch das Verhalten der Berner Polizei diese Eskalation gefördert?

M. Flückiger: La politique de la Suisse vis-à-vis de la Turquie semble répondre à deux objectifs. D'une part, elle ne veut rien céder sur la question des droits de l'homme et, d'autre part, elle conduit une "Realpolitik" face à une puissance d'importance considérable dans cette région du monde. Souvenons-nous que l'Alliance atlantique avait confié à la Turquie un rôle de premier plan face à l'ex-URSS.

La Turquie a également manifesté certaines velléités de recouvrer sa puissance historique. On a assisté ces derniers mois à des manifestations turques allant dans ce sens. La Turquie s'interroge notamment sur l'attitude à adopter face au conflit bosniaque. Finalement, la Turquie hésite entre deux appartenances et deux aspirations: l'Europe et la modération d'une part et l'Asie d'autre part. La politique suisse face à la Turquie est aussi dans cette situation, mais évidemment commandée par d'autres critères. Que faut-il choisir entre l'indignation - presque angélique de la part de certains - face à la situation des Kurdes et la "Realpolitik"? J'opterai plutôt pour la seconde solution.

D'abord parce que nous ne résoudrons pas le problème kurde de cette "maison". M. Ramseyer nous a rappelé que les Kurdes résidaient dans cinq Etats différents. Curieusement l'opinion publique fait pression uniquement sur l'Etat turc lorsqu'on parle des Kurdes, vraisemblablement parce que c'est - qu'on le veuille ou non - un Etat démocratique. On se préoccupe moins du sort des Kurdes en Irak, en Iran où il est encore plus dramatique. Nous devrions en Suisse nous demander qui commande le mouvement du PKK pour déterminer notre politique vis-à-vis de la Turquie, car il est coupé de ses bases idéologiques avec la disparition de l'empire soviétique. A part le PKK y a-t-il en Turquie un interlocuteur kurde plus démocratique? Je prétends en effet que le PKK nuit à la cause kurde, puisqu'aucun Etat occidental ne serait actuellement prêt à soutenir clairement un mouvement d'émancipation qui est l'émanation d'une guérilla qui n'a rien de démocratique et qui veut ressusciter un état antérieur qui a été récusé partout en Europe et dans le monde.

La Turquie entrerait-elle en matière avec un autre interlocuteur que le PKK? Je comprends que c'est un problème intérieur à la Turquie et qu'il est difficile d'y répondre.

En conclusion, la Turquie aura à l'avenir un rôle encore plus important à jouer parce que le sud-est européen, les Balkans vont vers une déstabilisation toujours plus grande. Il serait donc erroné, pour les intérêts

suisses, de s'en tenir aux péripéties malheureuses de l'été dernier. Il faut oublier ces événements tout en maintenant nos exigences vis-à-vis des droits de l'homme, mais en sachant aussi qu'on s'adresse à un Etat qui est resté moyenâgeux dans ses réactions, en dépit de ses structures et de sa constitution.

Gadient: Die Ereignisse vom 24. Juni 1993 in Bern wiegen sicher schwer und haben zahlreiche Auswirkungen gezeigt. Sicher trägt auch die Berner Polizei einen Teil der Verantwortung für die Vorfälle.

Es ist zudem darauf hinzuweisen, dass die Türken in den letzten Jahren in ihrem diplomatischen Corps empfindliche Verluste erlitten haben; ich verweise auf die zahlreichen Attentate auf türkische Diplomaten. Daher ist die Reaktion der türkischen Regierung verständlich, auch wenn man bedenkt, dass die Türken neben einem sehr ausgeprägten persönlichen auch einen nationalen Stolz haben.

In persönlichem Kontakt und auch im Rahmen meiner Europaratstätigkeit habe ich mich wiederholt mit der Türkei befasst. Die Türken haben in der Zeit nach dem Militärputsch von 1980 den Europarat immer wieder darum gebeten, die Türe gegenüber Europa offenzulassen.

Ich bin allerdings überzeugt, dass das Vorgehen bei den Verhandlungen anders hätte gewählt werden müssen, gerade um dieser schwierigen Situation Rechnung zu tragen und den Betroffenen die Möglichkeit zu geben, das Gesicht zu wahren.

Frau **Simmen:** Was waren die Gründe für die Reise von Frau Ciller in die kurdischen Gebiete, und welches waren die Auswirkungen? Konnten damit erhärtete Fronten aufgeweicht werden, oder handelte es sich lediglich um einen einmaligen Versuch der Annäherung?

Wären die Kurden u.U. mit einer "inneren Autonomie" zufrieden (Sprache, Medien, Schulen usw.), oder verlangen sie mehr?

Wie beurteilen Sie die Gesprächsverweigerung? Hat sie eher ethnische oder politische Ursachen?

Rüesch: Die Vorfälle in Bern vom 24. Juni 1993 waren inakzeptabel, und mit einem grösseren Polizeieinsatz hätte die Schiesserei vermieden werden können. Wurden inzwischen Vorkehrungen getroffen, damit ähnliche Vorfälle zukünftig vermieden werden können?

Zur dringlichen Einfachen Anfrage Vollmer: Der Bundesrat geht zu Recht nicht auf die Forderung ein, die aussenwirtschaftlichen Beziehungen seien zu überprüfen.

Wichtig scheint mir, dass die Beziehungen zur Türkei möglichst rasch normalisiert werden: Die Schweiz soll nicht trotzen; auch die Lösung des Kurdenproblems gehört nicht hierhin.

Die Politik des Europarates kann ich als Aussenstehender schlecht beurteilen, aber es ist sicher seine Aufgabe, sich dafür einzusetzen, dass die EMRK eingehalten wird.

Bundesrat **Cotti**: In der letzten Zeit wurde in zahlreichen parlamentarischen Vorstössen wiederholt die Forderung laut, dass die Schweiz ihre Guten Dienste anbieten sollte. Dazu ist zu sagen, dass die Situation in der Türkei äusserst schwierig ist; Herr Brunner hat darauf hingewiesen und Ihnen einige Gründe genannt.

Zum Vorfall vom 24. Juni 1993: Der Bundesrat war sich von Beginn an einig, dass es grundsätzlich nicht toleriert werden kann, dass Botschaftsangestellte zu Schusswaffen greifen; andere türkische Konsulate, diejenigen in München und Marseille, wurden an diesem 24. Juni 1993 auch bedroht - und die Betroffenen haben anders gehandelt. Wieweit das im Zusammenhang steht mit der Tatsache, dass wir ausserhalb der EG stehen und eher isoliert sind, bleibe dahingestellt.

Zu den Herren Rüesch und Rhinow: Das EJPD verhandelt zurzeit mit den Berner Behörden über allfällige grössere Polizeieinsätze, aber ich wiederhole es: Grundsätzlich geht es nicht an, dass Botschafter und ihre Mitarbeiter Schusswaffen gebrauchen.

Die Versuchung, mit einer Ausweisung des Botschafters zu reagieren, war gross, aber wir wollten der Türkei die Möglichkeit geben, ihre - rechtlich möglicherweise berechtigten - Anliegen durchzusetzen; lange Zeit wurde bekanntlich von Notwehr gesprochen, und wie Herr Gadiant bereits gesagt hat, sind die Türken natürlich aufgrund ihrer Erfahrungen sensibilisiert. Daher wollten wir nicht die härtesten Massnahmen ergreifen - obwohl wir mit der tatsächlich eingetretenen Reaktion seitens der Türkei gerechnet haben. Wir waren ganz klar nicht bereit, Realpolitik zu betreiben, Herr Flückiger - obwohl sie andere Wege geöffnet hätte. Wir wollten hart eingreifen, weil es um elementare Grundsätze ging und wir keinen Präzedenzfall schaffen wollten. Einen Landesverweis wollten wir nicht aussprechen, bevor die gerichtlichen Abklärungen abgeschlossen waren. Zusätzliche Erschwerung war die Verzögerung der Untersuchung. Auch betreffend die Geiselfrage war die Türkei nicht bereit, sich für die Schweiz einzusetzen; dies ist erstaunlich, um so mehr als sie damit die Möglichkeit gehabt hätte, gegen ihre Erzfeinde vorzugehen und gleichzeitig der Schweiz ein Zeichen des Entgegenkommens zu geben. Zur Zukunft: Wir werden eine Normalisierung der Beziehungen mit der Türkei anstreben, allerdings ist der Zeitpunkt heute noch unklar. Diese Annäherung soll in etwa die von Herrn Rüesch erwähnten Bestandteile beinhalten.

Zur Praxis des Europarates betreffend die Anerkennung neuer Mitglieder: Hier gibt es zwei Doktrinen: eine rigorose und eine weniger strikte. Erstere beurteilt die Situation, ob die Standards erfüllt sind - wenn dies der Fall ist, ist ein Beitritt möglich, sonst nicht -; letztere verlangt die Erfüllung einzelner Kriterien und geht davon aus, dass die Aufnahme in den Europarat eine positive Entwicklung fördert. Persönlich tendiere ich zur ersten Doktrin, aber es wäre interessant, einmal die Meinungen in Ihrer Kommission zu hören.

Zusammenfassend halte ich fest: Die Haltung des Bundesrates war klar, unmissverständlich und auch vor dem Hintergrund der Ereignisse in Deutschland und Frankreich gerechtfertigt.

Präsident: Wird der Bundesrat denselben Botschafter nach Ankara schicken?

Bundesrat **Cotti:** Dies steht noch nicht fest.

Von Däniken: Die KSZE hat vor einigen Jahren verschiedene Verpflichtungen eingeführt; im letzten September wurden diese in Warschau erstmals überprüft. Die Schweiz hat, wie auch die USA und die EG-Staaten, Bedenken über die Lage in der Türkei geäußert und das Vorgehen der türkischen Sicherheitskräfte sowie der PKK verurteilt. Darauf hat die türkische Delegation nur inoffiziell reagiert, indem sie der Schweiz vorgeworfen hat, sie unterstütze den Kampf gegen die PKK zu wenig.

Es wurde erwogen, einen Teil des Moskauer Mechanismus in Kraft zu setzen - Überprüfen der Situation vor Ort durch eine Beobachtermission -; da sich nur die Niederlande und Österreich positiv zu einer solchen Massnahme geäußert haben, wurde darauf verzichtet - es bräuhete sechs Länder, um eine Beobachtermission gegen den Willen des entsprechenden Landes einzusetzen.

M. Ramseyer: Jusqu'à la fin de la 2e guerre mondiale le mouvement kurde était féodaliste. Les Kurdes étaient attachés à des chefs, ce qui explique leur faiblesse. En effet, l'empire ottoman et l'empire britannique ont toujours joué un chef contre l'autre. Ce n'est qu'au retour de Barzani dans le Kurdistan irakien en 1946 - il revenait d'URSS avec des idées progressistes - que les mouvements kurdes ont commencé à être politisés. Le mouvement actuel d'Ocalan n'est pas tellement d'ordre ethnique, mais plutôt d'ordre politique. Le gouvernement turc a complètement négligé le développement du sud-est de la Turquie. Par conséquent, Ocalan (chef du PKK) qui d'ailleurs ne parle pas très bien le kurde et qui réside dans la Bekaa a choisi la lutte politique pour faire valoir les droits ethniques de cette immense minorité. Comme les Kurdes ont toujours un attachement féodal au chef ils n'ont jamais eu de structures ou d'organe représentatif. Ils n'ont jamais pu faire l'apprentissage d'une idée démocratique. Les Kurdes ont ainsi passé en quelques années d'une foi féodaliste à une philosophie

complètement dépassée: le marxisme-léninisme d'Ocalan. Il était donc très difficile de négocier avec eux car ils n'avaient pas de représentants. Maintenant, pour la première fois, nous sommes en présence d'un chef charismatique qui a des idées.

Initialement, le PKK demandait l'autonomie et surtout le respect des droits fondamentaux: la possibilité d'éduquer les enfants dans la langue kurde, de lire des journaux en kurde, de suivre un enseignement en kurde, etc. Presque rien ne leur a été accordé. On note seulement l'existence d'un journal en kurde qui paraît occasionnellement et qui est très contrôlé par le gouvernement.

Sur les 365 membres du parlement turc on dénombre une vingtaine de députés des régions kurdes et qui parlent au nom des Kurdes. Mais, ils représentent un système féodal et ont été corrompus par le gouvernement. Ils ne sont donc pas structurés et ne représentent qu'eux-mêmes ou les intérêts locaux.

Plus Ocalan usera de violences et s'activera dans le terrorisme international, plus il risque de développer la volonté d'exterminer le mouvement kurde, ce qui l'incitera à devenir toujours plus exigeant. Au début il ne souhaitait que l'autonomie et le respect des droits fondamentaux. Maintenant, s'il acceptait de s'asseoir à une table de négociation - ce qui est impensable actuellement - il exigerait l'indépendance. Je souligne que ce n'est pas en Turquie que les Kurdes sont le plus maltraités actuellement; c'est en Irak où on les poursuit et les chasse dans les montagnes.

Beaucoup de Kurdes travaillent chez nous, en Allemagne, en Belgique, en Hollande et en Suède. Le mouvement du PKK s'est implanté dans ces différentes collectivités et exige de leur part une contribution sur leur salaire. En fait, c'est du racket, car en cas de refus leur famille est menacée de rétorsions. Le PKK dispose ainsi de l'argent nécessaire à l'acquisition d'armes qui sont malheureusement extrêmement faciles à obtenir. Dans les territoires anciennement contrôlés par les Soviétiques des quantités d'armes sont à disposition. En outre, les Syriens fournissent certainement une aide non négligeable, bien qu'en diminution pour éviter de trop grandes tensions avec les Turcs qui contrôlent l'eau dans la région.

Il y a trois ans, personne ne connaissait Mme Ciller qui était professeur d'économie à l'université d'Istanbul. Actuellement, elle est au sommet de la hiérarchie politique de la Turquie, certes avec des appuis, mais aussi parce qu'elle a un grand talent, une grande force de caractère et une idée très claire du but à atteindre. Il y a quelques temps, elle s'est rendue pour la première fois de sa vie dans le sud-est de son pays. Notons que les personnes domiciliées à Istanbul surtout connaissent très mal le reste du pays et personne ne va dans le sud-est. Mme Ciller a accompli un geste politique intéressant - qui est malheureusement resté sans suite - en

réunissant son cabinet dans le sud-est, en plein coeur d'une région qui représente un problème inextricable pour la Turquie.

En Turquie, il est très difficile de déterminer qui est Kurde. Une de mes tâches était d'examiner les informations que l'ambassade essayait de recueillir sur les demandeurs d'asile. Pour déterminer s'ils étaient Kurdes nous n'avions souvent qu'un seul critère plus ou moins fiable, c'était leur lieu d'origine. Les Kurdes donnent des noms ottomans ou turcs pour échapper aux conditions discriminatoires dont ils sont la cible. Dans les villes d'Izmir, Ankara, et Istanbul qui dénombrent beaucoup de Kurdes, on leur donne les travaux les moins gratifiants et on ne leur fait plus confiance. Cette situation est grave pour un pays qui se veut unitaire et qui souhaite intégrer cette minorité. En résumé, la Turquie court à la catastrophe.

Pressemitteilung

Die aussenpolitische Kommission des Ständerates tagte am 21. und 22. Oktober 1993 in Bern unter dem Vorsitz von Ständerat Cavelti (C/GR) und im Beisein der Bundesräte Cotti und Stich sowie der Botschafter Brunner und Ramseyer.

Im Mittelpunkt der Sitzung standen Orientierungen und Diskussionen zu folgenden Themen:

- Die Politik der Guten Dienste am Beispiel der Mission von Botschafter Brunner in Georgien;
- Die schweizerisch-türkischen Beziehungen nach den Ereignissen vom 24.6.1993; Perspektiven;
- Ein Jahr Mitgliedschaft der Schweiz beim Internationalen Währungsfonds und bei der Weltbank; erste Bilanz.

Die Lage im ehemaligen Jugoslawien und der Friedensprozess im Nahen Osten waren ebenfalls Gegenstand einer Orientierung und Diskussion.

Die Kommission hatte auch eine Reihe von Vorlagen des Bundesrates wie folgt vorzubereiten:

- Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen Währungsfonds (93.076);
- Doppelbesteuerungsabkommen mit Luxemburg und Marokko (93.030; 93.046);
- Bericht über zolltarifäre Massnahmen (93.064).

Die einstimmige Kommission wird ihrem Rat Zustimmung zu den obenerwähnten Vorlagen beantragen.

Die Kommission befasste sich auch mit der Petition der zairischen Gemeinschaft in der Schweiz betreffend die Demokratisierung in ihrem Land. Die einstimmige Kommission wird ihrem Rat beantragen, die Petition dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

3003 Bern, den 22.10.1993

Parlamentsdienste
Fachdienst II

C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

La Commission de politique extérieure du Conseil des Etats s'est réunie les 21 et 22 octobre 1993 à Berne, sous la présidence de M. le Conseiller aux Etats Cavelty (C/GR) et en présence de MM. les Conseillers fédéraux Cotti et Stich ainsi que de MM. les ambassadeurs Brunner et Ramseyer.

Au centre des débats, eurent lieu des informations et discussions sur les thèmes suivants:

- La politique des bons offices à l'exemple de la mission de l'ambassadeur Brunner en Géorgie;
- les relations Suisse-Turquie après les événements du 24 juin 1993 et les perspectives d'avenir;
- un an après l'adhésion de la Suisse au F.M.I. et à la Banque mondiale: quel premier bilan peut-on tirer?

La situation dans l'ancienne Yougoslavie et le processus de paix au Proche-Orient ont également fait l'objet d'informations et de discussions.

La commission a examiné également une série d'objets proposés par le Conseil fédéral:

- Renouvellement de la participation de la Suisse aux Accords généraux d'emprunt du F.M.I. (93.076);
- Conventions de double imposition avec le Luxembourg (93.030) ainsi qu'avec le Maroc (93.046);
- Rapport sur les mesures tarifaires douanières (93.064).

La commission a décidé à l'unanimité de proposer au plénum l'approbation desdits objets.

La commission a traité aussi la pétition de la communauté zaïroise en Suisse concernant la démocratisation au Zaïre. A l'unanimité, elle a décidé de proposer au Conseil des Etats de la transmettre au Conseil fédéral pour que celui-ci en prenne acte.

Berne, le 22 octobre 1993

Services du Parlement
Service de commission II

Bern, 18. November 1993
Vertraulich/Confidentiel

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission (APK)

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 21. Oktober 1993, 16.30 - 20.45 Uhr,
und vom 22. Oktober, von 08.00 - 10.45 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TRAKTANDEN 2. Aktualitäten
2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien
2.2. Der Friedensprozess im Nahen Osten
2.3. Weitere Aktualitäten

(Für die übrigen Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 2. Actualités
2.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie
2.2. Le processus de paix au Proche-Orient
2.3. Autres actualités
(Pour les autres objets à l'ordre du jour voir procès-
verbal principal)

TEILNEHMER **Präsidium:** Cavelti

Anwesende Mitglieder: Flückiger, Béguin, Bloetzer,
Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rhinow,
Rüesch, Schiesser, Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:

Zu 2.1.:

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

Direktor Fust, DEH, EDA

Botschafter von Däniken, EDA

H. Welti, EDA

H. Ferrari, SKH, DEH, EDA

H. Dannecker, DEH, EDA

H. Riccard, BAWI, EDA

H. Frunz; EDA

Zu 2.2. und 2.3.:

Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

Direktor Fust, DEH, EDA

Botschafter Reimann, EDA

H. Dannecker, DEH, EDA

H. Frunz; EDA

Kommissionssekretariat: Alfred Aebi

Protokoll: Rémo Kuonen (f), Regula Buchmüller (d)

2. Aktualitäten

2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien

von Däniken: In den letzten Wochen haben sich in Ex-Jugoslawien keine neuen Entwicklungen abgezeichnet. Das muslimische Parlament der Republik Bosnien-Herzegowina hat dem Verfassungsplan nicht zugestimmt; daher erübrigt sich zurzeit auch eine Fortsetzung der internationalen Jugoslawien-Konferenz.

Auch die militärische Situation ist im wesentlichen unverändert: Es gibt vereinzelt Kämpfe zwischen Bosniern und Kroaten (siehe Anhänge 1 und 2).

Zu Kroatien: Der Sicherheitsrat der Vereinten Nationen hat das Mandat für die Blauhelme Ende September verlängert, die Sanktionen werden beibehalten.

Zur humanitären Hilfe: Bei der internationalen Staatengemeinschaft ist die Bereitschaft nach wie vor vorhanden; es stellt sich aber die Frage, wie diese Hilfsgüter transportiert und an die Bedürftigen verteilt werden können.

Fust: Ich gehe davon aus, dass Sie meine Notiz vom 16. September betreffend die Kontroverse um zusätzliche Gelder bzw. Nachtragskredite erhalten haben. Wir konnten nicht mehr Mittel ausgeben, auch wenn der Nationalrat anderes verlangt hat. Zurzeit ist ein Experte vor Ort, um Abklärungen durchzuführen, wie konkret Hilfe geleistet werden kann, gerade im Hinblick auf den kommenden Winter. Seit September 1991 hat sich unsere finanzielle Hilfe auf 75 Millionen Franken belaufen; wir haben gewisse Flüchtlingsprojekte im Kriegsgebiet im Sinne von Einzelaktionen unterstützt.

Ferrari: Eine Lagebeurteilung durch internationale Organisationen ergab, dass rund 3,8 Millionen Personen als "refugees", "displaced persons" und "social cases" gelten (siehe Anhang 3). Speziell verwiesen sei auf die "social cases", die nun in den Vordergrund gerückt sind, weil ihre Zahl durch die weitere Verschlechterung der Situation angestiegen ist.

Zum Bericht des Europarates, den Herr Flückiger als Berichterstatter vorgestellt hat: Die Situation in Serbien ist dramatisch, weil die sich in Serbien aufhaltenden Flüchtlinge zu 95 Prozent in Gastfamilien leben. Dadurch, dass nun das Embargo zu greifen beginnt, kommen viele Betroffene in eine schwierige Situation. Die daraus entstandene Finanzbelastung für humanitäre Hilfe beläuft sich bis heute auf 1 Milliarde US-Dollar; aufgrund der neuen Lagebeurteilung rechnet man für die verbleibenden Monate dieses Jahres mit weiteren 200 Millionen und für 1994 mit einer halben Milliarde - das sind die Zahlen der Uno, also ohne die des IKRK!

Unsere Finanzen sind weitestgehend aufgebraucht, ebenso die Gelder der schweizerischen Hilfswerke inkl. die Gelder der Glückskette (insgesamt 10 Millionen Franken). Heute abend berät das Stiftungsratsgremium der Glückskette über das weitere Vorgehen. Dies ist insofern von Bedeutung, als allfällige Massnahmen der Glückskette natürlich mit unseren Aktionen koordiniert werden.

Präsident: Ich danke Herrn Flückiger für seine Arbeit als Berichterstatter im Europarat. Ebenfalls verdanke ich den Bericht.

Diskussion - Discussion

Frau **Simmen:** Gibt es Anzeichen, dass das Embargo zu greifen beginnt - und zwar in dem Sinne, wie das von unserer Seite erwünscht ist?

Ferrari: Ja, das Embargo greift, aber primär ist natürlich die Bevölkerung betroffen. Die wirtschaftliche Lage ist katastrophal. Unklar ist, ob die politische Zielsetzung, die hinter dem Embargo steht, erreicht wird.

M. **Flückiger:** M. von Däniken a souligné à juste titre que M. Milosevic a dissous le Parlement et que de nouvelles élections législatives auraient lieu le 19 décembre 1993. J'indique à l'attention de Mme Simmen que ce sera alors l'occasion de vérifier l'impact des sanctions sur le plan de la politique intérieure. On peut d'ores et déjà imaginer qu'elles n'ont pas atteint le but politique que leur avait fixé l'ONU. Elles aboutiront au contraire à une radicalisation des Serbes et des Monténégrins quant au jugement porté sur leur gouvernement. On nous a indiqué sur place que, si les élections législatives visaient M. Milosevic, il pourrait bien perdre son siège au profit d'un nationaliste radical. Le résultat des sanctions irait alors à l'encontre des buts initiaux.

Nous n'avons jamais porté de jugement sur l'opportunité politique des sanctions. Par contre, indépendamment des aspects que j'ai soulignés, nous avons constaté que l'inobservation rigoureuse des résolutions 754 et 820 du Conseil de sécurité entraînait pour les populations serbes, du Monténégro, y compris de la Vojvodine et du Kosovo, une situation tragique. On s'occupe beaucoup - à juste titre - de l'aide humanitaire destinée à la Bosnie-Herzégovine, mais on oublie que dans la République yougoslave la population souffre, notamment du fait des sanctions.

En conclusion, j'estime que, en tant que Commission de politique extérieure, nous devrions émettre le voeu que la Suisse, par l'intermédiaire du DFAE, insiste auprès de l'ONU pour que les exceptions incluses dans les résolutions du Conseil de sécurité soient aussi respectées. Le Comité des sanctions ne devrait pas, en raison d'une rigueur excessive, contrecarrer les décisions prises au niveau politique.

En outre, nous devons être conscients du fait que la ruine économique et sociale de la Yougoslavie générera de nouveaux flux migratoires. Dès qu'une certaine régularisation de la situation politique interviendra, il faudra s'attendre à l'arrivée de nombreux citoyens de cet Etat. La Suisse sera particulièrement visée, compte tenu de son haut niveau de revenus et de son standing. Les sanctions auront donc pour conséquences de nous soumettre à une pression migratoire encore plus forte que celle que nous connaissons.

M. Riccard: En effet, la situation économique dans les régions touchées par les sanctions est tragique, voire désespérée. Il y a deux ans, le revenu annuel par tête d'habitant était de 3000 dollars. Aujourd'hui, il est tombé à 500 dollars. Les sanctions ne sont pas limitées aux produits directement frappés, mais elles s'étendent aux produits qui devraient bénéficier d'exceptions. C'est ainsi que dans le domaine de la santé les problèmes sont souvent immenses, car les autorités n'ont pas la possibilité de recourir aux moyens nécessaires pour payer les produits qui sont censés bénéficier d'exceptions selon les décisions du Conseil de sécurité.

Selon nos informations, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé à l'unanimité que la levée des sanctions à l'encontre de la Serbie et du Monténégro ne dépendra pas seulement d'une solution en Bosnie-Herzégovine, mais également d'une solution en Croatie, c'est-à-dire d'une solution relative aux territoires occupés par les forces serbes en Krajina et en Slavonie.

2.2. Der Friedensprozess im Nahen Osten

Reimann: Nach der Unterzeichnung des Abkommens haben wir sofort konkrete Schritte unternommen. Nach einer Analyse des Vertrages haben wir an den multilateralen Sitzungen in Washington und Brüssel teilnehmen können. Zusammenarbeit ist vorgesehen auf politischer Ebene und bei der Koordination der materiellen Hilfe.

Der Bundesrat hat 60 Millionen Franken bewilligt (siehe Anhang 4), verteilt auf die nächsten 5 Jahre. Vorgesehen sind eine Zusammenarbeit mit der Weltbank, eine multilaterale Zusammenarbeit (mit der EG) und bi- bzw. trilaterale Projekte. Konkrete Vorstellungen über diese Projekte bestehen aufgrund bereits geleisteter Vorarbeiten. Betreffend die multilaterale Zusammenarbeit existiert bereits ein umfassendes Programm zu den Themen Flüchtlinge, Wasserressourcen, Sicherheit, Wirtschaft und Umwelt, an dem die Schweiz teilnimmt.

Zur Verwirklichung des Abkommens zwischen PLO und Israel: Hier ist als wohl publikumswirksamstes Element der Verhandlungen in Taba der Abzug des israelischen Militärs aus den besetzten Gebieten zu nennen, der am 13. April 1994 abgeschlossen sein soll. Parallel zu diesen Bestrebungen

gibt es einen Ausschuss, der sich mit den nichtmilitärischen Fragen der Ausgestaltung des Autonomieabkommens befasst.

Die schweizerischen Gelder sollen für konkrete Projekte im Gazastreifen und in Jericho eingesetzt werden. Die Fortschritte bei der Realisierung unserer Projekte sind damit natürlich vom Fortschritt dieser Verhandlungen abhängig.

Bundesrat Cotti: Der Entscheid des Bundesrates, sofort nach dem 13. September 60 Millionen zu sprechen, basiert auf dem Prinzip der Prioritätensetzung. Die Teilnahme der Schweiz ist auf grosses Interesse gestossen, und wir gehören neben einigen nordischen Staaten zu denen, die sich am meisten engagieren. Vorgesehen sind Zusammenarbeit mit der EG, der Uno und den Bretton-Woods-Institutionen.

Die Vereinbarung von Washington ist ein Zeichen, das man seit Jahren erwartet hat. Ein Misserfolg wäre verheerend, und darum ist wichtig, dass wir Verantwortung übernehmen, damit dieser Prozess nicht zusätzlich erschwert wird.

Eine Bemerkung zu diesem Entscheid vor dem Hintergrund der Finanzlage des Bundes: Der vorliegende Entscheid lässt sich vor dem Parlament und der Bevölkerung weniger gut vertreten als innenpolitische Massnahmen. Der Bundesrat ist aber der Überzeugung, dass sich die Schweiz nicht isolieren darf, sondern nach aussen treten muss und dass dieser Schritt daher gerechtfertigt ist.

Diskussion - Discussion

Bloetzer: Als Mitglied des Unterausschusses Naher Osten der Politischen Kommission der Parlamentarischen Versammlung des Europarates bin ich - wie auch die Mehrheit der Parlamentarier des Europarates - überzeugt, dass das Palästina-Problem sehr zentral ist, weil eine Lösung der Probleme einen Stabilisierungseffekt auf den ganzen Mittleren Osten haben wird. Europa und die Schweiz müssen hier Verantwortung übernehmen und auch wirtschaftliche Hilfe leisten. Daher unterstütze ich die Prioritätensetzung des Bundesrates.

Fust: Die DEH ist verantwortlich für die Umsetzung der Programme, die politische Koordination wird realisiert von der Politischen Abteilung. Die Kontakte sind geknüpft, es laufen dauernd Abklärungen, und die ersten Verträge sind bereits unterschrieben (bspw. mit der UNWRA). Ziel ist es, rasch und effizient Hilfe zu leisten und Wirkungen zu erzielen, bspw. bei der Instandstellung von 35 Schulhäusern. Das Hauptproblem wird die Auflösung der Flüchtlingslager sein und die Integration der Betroffenen; auch die ersten Weltbankprojekte werden in diesem Bereich durchgeführt.

2.3. Weitere Aktualitäten

Bundesrat **Cotti**: Zur Situation auf Haiti: Über den Entscheid des Bundesrates von gestern sind Sie informiert. Die Schweiz hat sich den neuen Uno-Sanktionen, die nun bestätigt und ausgeweitet wurden, angeschlossen, da Aristides Rückkehr Ende Oktober zurzeit wenig wahrscheinlich ist, weil das Militär dies nicht zulässt und der Terrorismus stark zugenommen hat.

Frau **Simmen**: Wie beurteilen Sie die Auswirkungen dieser Sanktionen? Sind die Folgen nicht ebenso verheerend wie offenbar in Ex-Jugoslawien?

Reimann: Es handelt sich hier um eine etwas andersgelagerte Situation, weil die ursprünglichen Sanktionen gewissermassen zu einer Lösung geführt haben; sie wurden aufgehoben und mussten nun erneut verhängt werden. Natürlich sind die Notleidenden die Hauptbetroffenen, aber es ist aufgrund der letzten Erfahrungen anzunehmen, dass die Dialogbereitschaft durch die Sanktionen erhöht wird und so Lösungen möglich werden.

Unterbruch der Sitzung um 20.15 Uhr - La séance est interrompue à 20h45.

Vertraulich / Confidential

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 21./22. Oktober 1993,
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 3. 93-27 Petition betreffend Demokratisierung in Zaire

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 3. 93-27 Pétition relative à la démocratisation au Zaïre

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Caveltz

Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:
Botschafter Reimann, EDA
R. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: A. Aebi

Protokoll: U. Meli (d), R. Kuonen (f)

Präsident: Ich möchte die Sitzung mit einer Bemerkung eröffnen, die eigentlich nichts mit unserer heutigen Traktandenliste zu tun hat. Ein Kommentar im heutigen Quotidien scheint mir richtig zu sein. Es wird auf die bedenkliche Situation hingewiesen, dass in unserem Staat und auch innerhalb des Bundesrates kein Geschäft diskret behandelt werden kann, und dass alles an die Öffentlichkeit gebracht wird, um Druck und Stimmung zu erzeugen, bevor eigentlich beraten wird. Das ist traurig. CASH führt dies zum Teil auf das kameradschaftliche Verhältnis zwischen den Bundesräten und einzelnen Journalisten zurück. Meine Erfahrung bestätigt dies.

Wir behandeln nun die Petition betreffend der Demokratisierung in Zaire.

Botschafter Reimann: Die vorliegende Petition (siehe Anhang 1) stammt von einer Gruppe, die weder zahlen- noch einflussmässig in der Schweiz von Gewicht ist. Sie ist aber dennoch repräsentativ, weil in Europa viele Tausende von Leuten aus Zaire leben, die ein solches Gedankengut vertreten. Obwohl wir keine sehr ausgebaute Beziehungen zu Zaire haben, ist dieses Land für uns wichtig, weil es auf dem Kontinent ein wichtiges Land ist. Auf wirtschaftlicher Ebene haben wir nur kleine Direktinvestitionen. Es ist kein Mischkreditland. Hier sind auch nur kleine Umschuldungen. Wir haben nur ganz wenige Projekte der technischen Zusammenarbeit. Die Qualität der Hilfe ist allerdings sehr gross und hat allein in diesem Jahr schon eine Mio Franken überschritten, was die Situation im Land spiegelt. Der Ansatzpunkt für die vorliegende Petition liegt, meiner Meinung nach, in den folgenden Fragen: Mit welcher Regierung soll verkehrt werden und soll international ein Druck auf den Staatspräsidenten ausgeübt werden? Die beiden Regierungen, die es nebeneinander in Zaire gibt, sind die direkte Folge einer misslungenen nationalen Einigungskonferenz, die mehr als ein Jahr gedauert hat und am 6. Dezember 92 abgeschlossen wurde. Wir anerkennen nicht die Regierungen, wie dies die Amerikaner beispielsweise schon immer getan haben, sondern die Staaten. Wir verkehren also mit Zaire als Zaire. Dazu gehört natürlich auch ein Mindestmass an Verkehr mit dem Staatspräsidenten, der in der Schweiz übrigens mindestens ein Haus hat. Wir haben uns ausserdem nicht ausgesprochen, mit welcher Regierung wir ausschliesslich verkehren, weil wir dies mit beiden tun. Wir möchten nicht noch Oel auf das Feuer giessen. Wir sind der Meinung, dass wir je nach Anliegen mit unserer politischen Haltung und Gesprächsbereitschaft in Zaire selber vielleicht ein bisschen zu einer Besserung der Lage beitragen könnten. Die Frage, ob Präsident Mobutu in die Schweiz kommen darf oder nicht, haben wir folgendermassen geregelt. Da er der Präsident eines anerkannten Staates ist, gibt es für uns keinen Grund eine Einreisesperre zu verhängen. Wir wollen aber nicht, dass er und seine Familie unnötig in die Schweiz kommen. Deshalb gilt eine sehr strenge Einreisepolitik ihm und seiner Familie gegenüber. Einreisegesuche von einer oder zweien seiner Frauen wurden bisher wiederholt abgelehnt, weil keine Notwendigkeit da war. Dadurch wurden unsere Beziehungen nicht besonders getrübt, weil unser neuer Botschafter sein Beglaubigungsschreiben kurz nach seiner Ankunft bei Mobutu überreicht hat. Wir haben ebenfalls versucht, uns international nicht in ein Lager drängen zu lassen. Belgien versuchte beispielsweise, zusammen mit anderen Staaten, auf Mobutu direkt Druck auszuüben. Dies hat zu nichts geführt. In allen internationalen Organisationen hat die Regierung, die direkt von Mobutu abhängt, bis jetzt die Oberhand gewonnen. Das ist der Grund, weshalb wir von vornherein diese Regierung auf die letzte Konferenz über den Schutz der Kriegsoffer in Genf eingeladen haben. Es war uns klar, dass diese Regierung gewinnen würde, wenn die Frage in das Verifikationskomitee gekommen wäre. Wir wollten die Konferenz nicht unnötig belasten. Dieser Streit wurde somit vorgängig in aller Freundschaft mit der Zwölfer-Gemeinschaft ausgetragen. Sie sehen also die Stossrichtung dieser Petition. Sie sagt, dass die

Einigungskonferenz hätte zu Ende geführt werden und die Transition hätte stattfinden sollen. Dieses Problem kennen noch andere.

Präsident: Die Petition wünscht, dass unser Rat "amène le Conseil fédéral à prendre les mesures que l'urgence impose".

M. Delalay: On peut bien s'imaginer que la situation n'est pas facile pour les minorités au Zaïre, mais nous n'avons que la description qu'on nous a transmise par l'intermédiaire de ce texte. Par conséquent, je ne suis pas à même de juger si ces allégations sont fondées. On nous demande d'intervenir auprès du Conseil fédéral pour qu'il prenne des sanctions. Une série de propositions nous est présentée, mais les aspects juridiques ne sont pas clairs. Comme nous devons prendre les choses au sérieux, je souhaite que le gouvernement rédige un rapport qui présente une analyse de la situation et des suggestions quant à leur éventuelle mise en oeuvre.

En conclusion, je désire un jugement sur le fond. Que disent nos représentants de la situation réelle au Zaïre? D'autre part, si les allégations de cette pétition sont fondées quelles sont les possibilités juridiques d'intervenir pour faire pression sur le gouvernement actuel du Zaïre?

Präsident: Wir sind bereits im Besitz einer vom Bundesrat kommenden Position (siehe Anhang 2).

M. Cavadini Jean: Il y a trois mois, j'ai assisté à une conférence des responsables de l'éducation en Afrique. Le jour de l'ouverture est arrivé le représentant de l'éducation de M. Mobutu. On l'a prié d'attendre son accréditation. Le lendemain, on a vu arriver un représentant des adversaires qui réclamait le même siège. On a évité de justesse qu'ils en viennent aux mains pour prendre part aux travaux d'une conférence qui n'a de toute façon pas abouti à grand chose. Cette situation m'a mis en contact avec la réalité schizophrénique du Zaïre qui dispose d'un gouvernement considéré comme légitime et un autre considéré comme légal.

Il est parfaitement exact que M. Mobutu est un tyran sanguinaire. Cependant, on ne peut pas donner suite à cette pétition. La position de la Suisse est beaucoup trop incertaine et elle n'aurait aucun moyen de rétorsion ou d'action. Certes, il est vraisemblable que M. Mobutu a des avoirs en Suisse, mais on ne peut pas les geler sur la simple demande d'une pétition. La demande devrait émaner de l'Etat du Zaïre qui est représenté par M. Mobutu. Certes, on peut être très affecté, très attristé sur le plan moral, mais dans un Etat de droit on doit respecter certaines règles. Je suis absolument certain du fait que les droits de l'homme sont bafoués constamment au Zaïre, mais l'Etat n'a pas le pouvoir d'intervenir. Nous devons donc nous résoudre à ne pas donner suite à cette pétition et simplement en accuser réception.

Präsident: Von den fünf Möglichkeiten der Handhabung einer Petition, nämlich a) Folgegebung mit Formulierung eines parlamentarischen Vorstosses, b) Ueberweisung an den Bundesrat zur Kenntnisnahme, c) Abschreibung, weil das aufgeworfene Problem bereits in Prüfung ist, d) Kenntnisnahme ohne weitere Folgen und e) schriftliche Beantwortung durch den Kommissionspräsidenten, falls das Parlament für ihre Behandlung nicht zuständig sein sollte, kommen, meiner Meinung nach, in diesem Fall nur die Möglichkeit der Ueberweisung an den Bundesrat oder der Kenntnisnahme ohne weitere Folgen in Frage.

M. Delalay: Ne disposant pas du rapport du Conseil fédéral dans mes documents, je n'en avais pas pris connaissance. L'ayant consulté rapidement entre-temps, je retire mon objection préalable.

Comme nous sommes en possession d'un rapport du Conseil fédéral, nous devrions simplement lui transmettre la pétition, d'autant que c'est le voeu de ses auteurs.

Die Kommission beschliesst, die Petition betreffend Demokratisierung in Zaire dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen. Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, den 12.11.1993

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 21./22. Oktober 1993,
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 4. 93.064 ns Zolltarifarisches Massnahmen. Bericht
(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DE JOUR 4. 93.064 ns Mesures tarifaires. Rapport
(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER Präsidium: Cavelti
Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen
Entschuldigt: Kündig
Weitere Teilnehmer:
O. Zosso, Vizedirektor, BAWI, EVD
R. Stücheli, EDA
Kommissionssekretariat: A. Aebi
Protokoll: U. Meli (d), R. Kuonen (f)

Vizedirektor Zosso: Es handelt sich hier um eine Routineangelegenheit. Der Bundesrat hat ja dem Parlament halbjährlich über die Massnahmen, die er aufgrund des Zollgesetzes trifft, Bericht zu erstatten. Im ersten halben Jahr wurden drei berichterstattungspflichtige Massnahmen ergriffen. Der Bundesrat hat die Handelsabkommen mit den baltischen Staaten auf den 1. April - also vorzeitig - in Kraft gesetzt. Diese vorzeitige Inkraftsetzung ist durch Ihre Genehmigung der Abkommen am 28. September bereits bestätigt worden. Am 28. September haben Sie auch das Verhandlungsabkommen mit Rumänien bewilligt, das auf den 1. Mai vorzeitig in Kraft gesetzt wurde. Die dritte Massnahme betrifft die Aufhebung der Ausfuhrzölle für Buntmetallabfälle im Industriebereich gegenüber allen Ländern. Dies wurde als Folge der bereits eingetretenen Liberalisierung im Rahmen Europas beschlossen. 97,5% dieser Abfälle werden in EG- oder EFTA-Staaten abtransportiert. Diese Massnahme hat sich nun auch verwaltungsökonomisch aufgedrängt. Die Aufrechterhaltung der Ausfuhrzölle für die verbleibenden 2,5% der Abfallexporte in Drittweltländer hätte sich nicht gelohnt. Es bestehen nun nur noch Ausfuhrzölle auf Latmagen und Knochen. Diese Ueberreste der Käserei- und Kriegswirtschaft werden mit der Zeit auch wegfallen. Wir sind mit den betroffenen Wirtschaftskreisen darüber im Gespräch. Latmagen ist heute keine Mangelware mehr. Es ist also nicht mehr nötig, diesen Rohstoff für unsere Hartkäse über Ausfuhrzölle sicherzustellen.

Frau Simmen: Auch wenn es hier um eine Routineangelegenheit geht, könnte sie Kopfschmerzen verursachen. Ich möchte mich dieser Massnahme nicht widersetzen, aber ich habe eine Bemerkung dazu. Mit der vollständigen Aufhebung der Ausfuhrzölle für diesen Schrottartikel entstehen grosse Schwierigkeiten für die schrottverarbeitende Industrie in der Schweiz, die nicht mehr konkurrenzfähig sein wird. Das war bei der Eisen- und Stahlverarbeitung der Fall. Es betrifft auch die Buntmetalle. Es ist mir aber klar, dass dies im Rahmen der verschiedenen Abkommen nicht zu vermeiden ist.

Vizedirektor Zosso (zu Frau Simmen): Ich möchte ein Missverständnis ausräumen. Es geht hier nur um die Aufhebung der Ausfuhrzölle auf Abfälle und Aschen mit Kupfer, Aluminium, Blei, usw... Die betroffenen Wirtschaftskreise waren damit einverstanden. Aus Umweltgründen haben wir verschiedene Betriebe, wie beispielsweise Refonda, in der Schweiz schliessen müssen. Sie machen sich aber sicher Sorgen wegen des Eisenschrottes. Dieses Regime ist aber nach wie vor intakt. Es beruht nicht auf Ausfuhrzölle, sondern auf grundsätzlichem Ausfuhrverbot mit punktueller Ausfuhrbewilligung. Es ist Bestandteil der Deregulierung. Wir sind diesbezüglich dabei, die Ergebnisse der Vernehmlassung auszuwerten. Ich möchte dieser Auswertung nicht vorgreifen. Die Vernehmlassung scheint mir aber ziemlich eindeutig darauf hinzuweisen, dass eine sofortige Aufhebung in den eisenschrottverarbeitenden Industrien, wie beispielsweise von Roll, Gerlafingen, gewisse Probleme schaffen würde. Der Bundesrat wird dem aber sicher Rechnung tragen.

Eintreten ist beschlossen

Detailberatung

Titel und Ingress, Art.1 und Art.2

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für den Bundesbeschluss

12 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Berichterstattung erfolgt schriftlich.

Vertraulich/Confidentiel

3003 Bern, den 12.11.1993

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 4 der Sitzung vom 21./22. Oktober 1993
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 5. 93.030 n Doppelbesteuerung. Abkommen mit Luxemburg
6. 93.046 n Doppelbesteuerung. Abkommen mit Marokko

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 5. 93.030 n Double imposition. Convention avec le
Luxembourg
6. 93.046 n Double imposition. Convention avec le Maroc

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Caveltz

Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:
H. Lüthi, ESTV, EFD
H. Gante, ESTV, EFD
H. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: H. Aebi

Protokoll: Frau Meli (d), H. Kuonen (f)

Doppelbesteuerungsabkommen mit Luxemburg

Vizedirektor Lüthi: Luxemburg war, abgesehen von der Türkei, der einzige Mitgliedstaat der OECD, mit dem die Schweiz bisher noch nicht durch ein Doppelbesteuerungsabkommen verbunden war. Es war auch der einzige EG-Staat, mit dem wir noch kein solches Vertragswerk abgeschlossen hatten. Es bestand ein gewisses Bedürfnis diese Lücke zu schliessen. Das Doppelbesteuerungsabkommen mit Luxemburg wurde daher am 21. Januar 1993 unterzeichnet. Es gab diesbezüglich verschiedene Gesichtspunkte fiskalpolitischer Natur zu erwägen. Die Holdinggesellschaften des alten luxemburgischen Rechtes haben wir diesem Abkommen nicht unterstellt. Unsere Gesellschaften hingegen, die gewisse kantonale Privilegien haben, geniessen die Vorteile dieses Abkommens, weil wir in der Schweiz eine gewisse Mindestbesteuerung haben, namentlich die direkte Bundessteuer und die Verrechnungssteuer auf den Ausschüttungen. Wir haben auch den Bundesbeschluss gegen den Missbrauch von Doppelbesteuerungsabkommen. Auf wirtschaftlicher Ebene stellte sich die Frage, ob ein solches Abkommen nicht zum Vorteil des Finanzplatzes Luxemburg wäre. Es gibt praktisch keine Direktinvestitionen. Im Industrie- und Handelsbereich sind dagegen die Banken und Versicherungen sehr interessiert. Andererseits haben wir schon mit anderen Finanzplätzen, wie beispielsweise Grossbritannien, Holland, Japan und den USA, Abkommen abgeschlossen. In der Vernehmlassung war man ausserdem der Ansicht, dass uns Luxemburg als EG-Staat in unseren Beziehungen zur EG in bestimmten Fragen helfen könnte. Wir sind der Meinung, dass wir dieses Land nicht unnötig vor den Kopf stossen sollten. Unser Abkommen mit Luxemburg bewegt sich im Rahmen der schweizerischen Abkommenspolitik. Wir haben günstige Bestimmungen vereinbart. Indem wir bei den Verteilungsdividenden einen Nullsatz vorsehen, haben wir hier den Nachvollzug der EG-Mutter-Tochter Richtlinie gemacht. Diesen Nullsatz haben wir bereits gegenüber anderen EG-Staaten wie Holland und Dänemark und gegenüber EG-Kandidaten wie Schweden und Finnland. Wir werden auch mit der Bundesrepublik nächstens diesbezüglich verhandeln, um möglichst gleiche Spiesse wie die EG-Staaten untereinander zu haben. Entgegen unserer Politik haben wir bei den Zinsen keinen Nullsatz. Aus folgenden Gründen haben wir eine Quellensteuer von 10% beschlossen: Im Gegensatz zu Luxemburg, das keine Quellensteuer auf Zinsen hat, erheben wir 35% auf Bankguthaben und Obligationenzinsen. Wir waren daher der Auffassung, dass wir nicht alles aufgeben sollten. Wir erheben daher 10% auf Zinsen, die die Schweiz verlassen, während Luxemburg nichts auf Zinsen erhebt, die zu uns kommen, weil es nach internem Recht keine Rechtsgrundlage dazu hat. Alle anderen Bestimmungen folgen der schweizerischen und der OECD-Praxis. Falls dieses Abkommen noch 1993 ratifiziert werden kann, soll es seine Anwendung auf den 1. Januar 1993 finden, sonst wird es auf den 1. Januar 1994 gültig. Das Abkommen erfreute sich einer breiten Zustimmung in der Vernehmlassung. Der Nationalrat hat ihm in der Herbstsession einstimmig zugestimmt. Ich möchte Sie daher im Namen des Bundesrates bitten, das Abkommen zu genehmigen, und es im Plenum zur Annahme zu empfehlen.

Rüesch: Ich habe noch eine allgemeine Frage zu den Doppelbesteuerungsabkommen. Die am 28.10.92 abgeänderte Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge BVV2 ermöglicht nun den Stiftungen der zweiten Säule insgesamt 25% ihrer Anlagen für Aktien und Wertschriften von Gesellschaften im Ausland einzusetzen, wobei die Anlagen pro Gesellschaft auf 5% beschränkt sind. Verschiedene Fürsorgestiftungen der Privatwirtschaft haben von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht. Weil diese Stiftungen in der Schweiz nicht steuerpflichtig sind, können sie nun aber die Steuerrückbehalte im Ausland nicht mehr zurückfordern. Hat man diesen Umstand bei der Behandlung der Doppelbesteuerungsabkommen berücksichtigt? Es ist meines Erachtens für die privaten Stiftungen nämlich nur dann sinnvoll, Geld im Ausland anzulegen, wenn sie die Zinsen auch voll beziehen können und nicht noch Rückbehalte liegen lassen müssen. Ausserdem gibt es Fürsorgestiftungen, die nicht über grosse Bankkenntnisse verfügen und trotzdem von dieser

Möglichkeit Gebrauch machen. Ich fände es gut, wenn das Bundesamt für Sozialversicherung in Zusammenarbeit mit der Steuerverwaltung diesen Stiftungen eine Uebersicht der Möglichkeiten zur Verfügung stellen würde, in welcher auch aufgeführt wäre, wo sie auf wieviel verzichten müssen, wenn sie Anlagen im Ausland tätigen. Es hat nämlich diesbezüglich bereits grosse Ueberraschungen gegeben.

Vizedirektor Lüthi: Da solche Anlagen früher nicht gemacht werden konnten, stellt sich hier tatsächlich eine neue Frage. Wir sind der Auffassung, dass Stiftungen grundsätzlich abkommensberechtigt sind. Sie sind in der Schweiz errichtet und gelten als ansässig. Verschiedene andere Staaten teilen diese Meinung, was allerdings nicht heisst, dass somit alle Quellensteuern entfallen. Die Stiftungen haben lediglich die gleichen Abkommensvorteile, wie alle, die im Ausland investieren. Sie sollen von der Absenkung auf den niedrigen Abkommenssatz von beispielweise 5% auf Dividenden und 10% auf Zinsen profitieren können. Nach internem Recht wären es vielleicht 20% oder 30%. Es gibt grundsätzlich keinen Nullsatz. Die beteiligten Staaten sollten, unserer Meinung nach, ein Interesse daran haben, dass solche Stiftungen zumindest die Abkommensvorteile geniessen, wenn sie nicht generell von der Quellensteuer befreit werden. Wir sind bereit, wenn es diesbezüglich Probleme geben sollte, im Wege des Verständigungsverfahrens mit den anderen Staaten, diese Situation herzustellen. Wenn es dann ganz klar ist, dass diese Stiftungen grundsätzlich abkommensberechtigt sind, dann können sie in unseren jährlichen Publikationen nachschlagen, welche Quellensteuersätze im Ausland verbleiben und was damit geschieht. Diese Listen stehen bereits zur Verfügung.

Präsident: Wir kommen nun zur Bereinigung dieses Geschäftes.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Detailberatung

Titel und Ingress, Art. 1 und Art. 2

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses

12 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

Doppelbesteuerungsabkommen mit Marokko

Vizedirektor Lüthi: Die Politik der Steuerverwaltung des Bundes zielt darauf hin, den Standort Schweiz zu verbessern. Auf dem Gebiet des internationalen Steuerrechtes heisst dies, dass weitere Doppelbesteuerungsabkommen geschlossen und weitere Lücken gefüllt werden müssen. Marokko ist ein wichtiger Handels- und Geschäftspartner für die Schweiz. Wir sind dort vor allem auf dem Gebiet der Lebensmittel, in der Arznei- und Maschinenindustrie und im Dienstleistungssektor tätig. Es bestehen eine ganze Reihe von Investitionen. Obwohl wir schon seit längerer Zeit Verhandlungen mit Marokko führen, ist es uns erst kürzlich aufgrund einer gewichtigen Wende in der marokkanischen Abkommenspolitik gelungen, mit diesem Land ein Abkommen zu schliessen. Es besteht auch hier ein ungleicher Güter- und Kapitalfluss und wir mussten Marokko deshalb etwas weiter entgegenkommen als wir es sonst gegenüber einem Industriestaat tun. Mit einigen Abweichungen folgt das Abkommen dem Muster der OECD und unserer schweizerischen Abkommenspraxis. Wir haben bei den Quellensteuern auf Beteiligungsdividenden 7% statt 5% zugestanden. Bei den Zinsen gilt die OECD-Lösung von

10%, was eigentlich nicht unserer Praxis gegenüber Industriestaaten entspricht. In den Fällen, in welchen Marokko dem Investor gewisse zusätzliche Steuervergünstigungen bietet, haben wir eine fiktive Steueranrechnung vorgesehen, damit der Vorteil auch dem Investor und nicht dem Fiskus zukommt. Bei den Lizenzgebühren gilt die übliche Quellensteuer von 10% gegenüber solchen Staaten. Wir konnten erfreulicherweise vereinbaren, dass bei den Dienstleistungen keine Steuer in dem Staat, in welchem diese Leistungen erbracht werden, erhoben wird. Hier gilt also ausschliesslich das Besteuerungsrecht nach den normalen Grundsätzen, also nach dem Prinzip der Betriebsstätte. Wenn ein Unternehmen keine Betriebsstätte in Marokko hat und es Dienstleistungen erbringt, dann sind die Erträge ausschliesslich in der Schweiz zu erfassen. Das Abkommen wurde in der umfassenden Vernehmlassung begrüsst. Der Nationalrat hat es im Herbst einstimmig genehmigt. Ich möchte Sie daher im Namen des Bundesrates bitten, diesem Abkommen zuzustimmen, und es dem Rat zur Annahme zu empfehlen.

Präsident: Wir kommen zur Bereinigung dieses Geschäftes.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Detailberatung

Titel und Ingress, Art. 1 und Art. 2

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses

12 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

Vertraulich / Confidential

3003 Bern, den 12.11.1993

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 5 der Sitzung vom 21./22. Oktober 1993,
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr, in Bern,
Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 7. 93.076 ns Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den
allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen
Währungsfonds

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 7. 93.076 ns Renouvellement de la participation de la Suisse
aux accords généraux d'emprunts du Fonds monétaire
international

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Cavelty

Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Stich, Vorsteher EFD

H. Ith, EFD

Botschafter Imboden, BAWI, EVD

Botschafter Greber, EDA

H. Cart, DEH, EDA

R. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: A. Aebi

Protokoll: U. Meli (d), R. Kuonen (f)

Bundesrat Stich: Mit der vorliegenden Botschaft beantragt Ihnen der Bundesrat, den "Bundesbeschluss über die Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den Allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen Währungsfonds" für weitere fünf Jahre - d.h. bis zum 25. Dezember 1998 - zu verlängern. Dies ist die zweite Verlängerung, seitdem die schweizerische Beteiligung an diesem Kreditinstrument des Internationalen Währungsfonds (IWF) auf eine eigene Rechtsbasis gestellt wurde. Die schweizerische Beteiligung geht ja bekanntlich bis in die sechziger Jahre zurück, nur basierte sie bis 1984 auf dem Bundesbeschluss über die Mitwirkung der Schweiz an internationalen Währungsmassnahmen. Bei den Allgemeinen Kreditvereinbarungen (AKV) handelt es sich um einen Vertrag, der es dem IWF erlaubt, in Zeiten angespannter Liquiditätsverhältnisse auf Kredite von insgesamt 17 Milliarden Sonderziehungsrechte (rund 35 Mrd. Fr.) zurückzugreifen. Ob der IWF in den kommenden fünf Jahren auf dieses finanzielle Sicherheitsnetz angewiesen sein wird, wissen wir heute nicht. Die Erfahrungen der letzten Jahre sprechen eher dagegen, denn die letzte Ziehung geht in die siebziger Jahre zurück. Auch konnte der IWF seine Liquiditätslage mit der kürzlichen 9. Quotenerhöhung verbessern. Aber dennoch: wie bei der Feuerwehr sollte auch dieses finanzielle Sicherheitsnetz nicht ausser Kraft gesetzt werden, nur weil es lange nicht mehr gebraucht worden ist.

Die Verlängerung der AKV war in den Entscheidungsgremien der beiden Vertragsparteien - der Zehnergruppe und dem Exekutivrat des IWF - denn auch nicht umstritten. Beide Gremien stimmten der unveränderten Verlängerung des bestehenden Vertrages zu. Einzig Artikel 22 wurde ersatzlos gestrichen. Denn dieser regelte die Teilnahme der Schweiz. Nationalbank als Institution eines Landes, das nicht Mitglied des IWF war. Wie Sie wissen ist dies heute nicht mehr der Fall. Seit dem 29. Mai des vergangenen Jahres gehört die Schweiz dieser internationalen Finanzinstitution an.

Die Schweiz hat sowohl als Mitglied des IWF auch als Mitglied der Zehnergruppe der Weiterführung der AKV zugestimmt. Konsequenterweise hat sie auch keinen Gebrauch von der Möglichkeit gemacht, bis zum 26. Juni dieses Jahres ihren Rücktritt aus den AKV als Kreditgeber zu erklären. Im vorliegenden Verlängerungsbeschluss geht es somit um die Genehmigung der durch Stillschweigen erfolgten Erklärung des Bundesrates, dass die Schweiz ihre Teilnahme an den AKV während der neuen fünfjährigen Laufzeit fortsetze. Die Schweiz. Nationalbank wird damit auch für die Zeit vom 26. Dezember 1993 bis zum 25. Dezember 1998 mit einer unveränderten Kreditzusage von 1020 Millionen Sonderziehungsrechten (2135 Mio. Fr.) an den AKV partizipieren. Und die Schweiz sichert sich damit die Mitgliedschaft in der Zehnergruppe und ihre bisherige Stellung in wichtigen Arbeitsgruppen anderer internationaler Organisationen wie der OECD und der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich.

Ich beantrage Ihnen im Namen des Bundesrates, dem vorliegenden Verlängerungsbeschluss zuzustimmen. Wir sind überzeugt, dass die AKV ein wichtiges Sicherheitsnetz darstellen. Sie erlauben es, schnell auf unerwartete Ereignisse zu reagieren. Damit wird dem internationalen Finanzsystem eine Stütze geboten, die wir nicht unterschätzen dürfen. Es liegt im Interesse eines stark in die Weltwirtschaft eingebundenen Landes wie der Schweiz, dass alle Vorkehrungen für ein stabiles internationales Finanz- und Währungssystem getroffen werden. Und es ist klar, dass auch wir unseren Beitrag dazu erbringen müssen.

Gadient: In unserem Rat haben wir uns im März 1988 zum letzten Mal mit dieser Verlängerung befasst. Die damals vorgetragenen Begründungen des Bundesrates sind im Prinzip immer noch gültig. Mit Blick auf unsere nun aktive Teilhaberschaft in dieser Organisation finde ich es richtig, dass einer Weiterführung zugestimmt und auf den Rücktritt von der AKV verzichtet wurde. Ich bin also für Eintreten und Zustimmung. In der Botschaft steht, dass der Hauptzweck des Stabilisierungsfonds darin bestehe, den Uebergang zur freien

Währungskonvertibilität zu erleichtern, und das Vertrauen in die Stabilitätspolitik Russlands zu stärken. Russland konnte jedoch bisher die wirtschaftspolitischen Auflagen des IWF nicht erfüllen. Welche wirtschaftspolitischen Auflagen werden denn Russland gemacht? Weshalb und in welchen Punkten sind sie nicht erfüllt worden? Wie wird diesbezüglich die Zukunft zu beurteilen sein? Die Lage kann sich ja ändern und dann sind wir mit dieser Konsequenz konfrontiert. Weiter möchte ich wissen, ob die AKV, dieses Abwehrdispositiv, vom IWF selber gehandhabt und überwacht wird, oder ob sie eigenständig funktioniert.

Onken: Ich bin bereit, auf diese Vorlage einzugehen und ihr zuzustimmen. Ich habe jedoch noch einige Fragen dazu. Die erste betrifft das Vorgehen. Indem der Kündigungstermin vom 26. Juni 1993 nicht wahrgenommen wurde, kam es zur stillschweigenden Verlängerung dieser Vereinbarung. Jetzt, nachdem eigentlich alles schon gelaufen ist, wird uns diese Angelegenheit im nachhinein zur Kenntnisnahme oder zum Beschluss vorgelegt. Wäre es nicht möglich gewesen, das Parlament schon früher einmal zu konsultieren? Zweitens wird in der Botschaft verschiedentlich erwähnt, dass diese Mitgliedschaft im Zehnerclub und in der AKV für die Schweiz vorteilhaft sei. Ich finde es richtig, dass wir in Bezug auf die internationale Solidarität unseren Teil übernehmen. Ich möchte aber wissen, welche konkreten Vorteile diese Einsitznahme in Arbeitsgruppen mit sich bringt. Viele Länder sind nicht dabei und leiden nicht darunter. Drittens würde es mich interessieren, warum dieser Zehnerclub nicht erweitert worden ist. Es könnten ja noch andere finanziell stabile Länder hier mitwirken. Viertens möchte ich wissen, wie es mit den entwicklungspolitischen Grundsätzen steht. Solange die Kredite nur innerhalb der Zehnergruppe gesprochen wurden, kamen sie ja nie zur Anwendung. Nun wurde diese Kreditsprechung erweitert. Welche Rolle würden diese Grundsätze bei einer Kreditgewährung an Russland spielen? Fünftens wird uns erklärt, welche Kriterien bei der Kreditgewährung an andere Länder zur Anwendung kommen. Plötzlich ist von wirtschaftspolitischen Kriterien, die angelegt werden sollen, die Rede. Meiner Meinung nach werden sicher gewisse Strukturanpassungen gefordert werden. Aus der entwicklungspolitischen Diskussion ist uns bekannt, welche schwierigen Auswirkungen solche geforderten Strukturanpassungen jeweils haben. Sie treffen immer die Bevölkerung, die ja besonders unter Druck ist, die ärmeren Schichten. Bestehen diese Forderungen auch bei der Kreditgewährung an osteuropäische Länder beispielsweise? Diese Strukturanpassungen bringen unglaubliche Härten mit sich. Die Schweiz sollte sich für eine moderate Linie einsetzen, die solche Konsequenzen und Härten zu verhindern versucht. In verschiedenen osteuropäischen Ländern kommt jetzt wieder die nationalistische Rechte ans Ruder. Die Kommunisten gewinnen wieder Wahlen. Wir haben gestern gehört, dass dies schon deshalb verständlich sei, weil die Kommunisten die einzigen sind, die in der Führung ihrer Länder eine gewisse Erfahrung haben. Das ist aber nicht der einzige Grund für diese Entwicklung. Die Menschen in den Ostländern haben sich vielleicht falsche Vorstellungen gemacht. Sie sind nun von der zögerlichen wirtschaftlichen Entwicklung und vielleicht auch von den westlichen Ländern enttäuscht. Unter dem Druck der Umstellung erleiden sie Härten; sie fangen an, sich wieder nach den alten Zeiten zu sehnen. Die Schweiz sollte deshalb darauf hinwirken, dass diese Prozesse nicht mit einer derartigen Rigorosität durchgezogen werden müssen.

Frau Simmen: Auch ich möchte mich dieser Vorlage nicht widersetzen. Die Schweiz als finanzkräftiges Land kann sich natürlich dieser internationalen Zusammenarbeit nicht entziehen. Ich stelle jedoch fest, dass die multilateralen Verpflichtungen der Schweiz in der internationalen Entwicklungszusammenarbeit je länger je mehr einen grossen Platz einnehmen. Mit der Einengung unseres finanziellen Spielraumes findet hiermit eine eindeutige und markante Verlagerung von der bilateralen zur multilateralen Hilfe statt. Das Eingehen dieser multilateralen Verpflichtungen verhindert unsere bilaterale Hilfe also

weitgehend. Es stimmt, dass für diese Länder gravierende Härten im sozialen Bereich und im Erziehungssektor als Folge der Sanierungsprogramme durch IWF und Weltbank entstehen. Genau in diesen Bereichen könnte die Schweiz subsidiär einspringen, um die schlimmsten Auswirkungen mildern zu helfen. Es fehlen uns aber hier je länger je mehr die Mittel dazu. Ich möchte nun wissen, ob wir durch Einflussnahme in den hier vertretenen multilateralen Gremien etwas gegensteuern könnten, damit wir die materielle Hilfe, die wir bilateral nicht mehr geben können, auf immateriellem Weg etwas kompensieren könnten, damit also diese Bedürfnisse gar nicht entstehen.

M. Delalay: Je suis favorable à l'entrée en matière sur les deux arrêtés.

Dans le message on nous indique que la Suisse, en tant qu'associé, s'était engagée à octroyer des financements parallèles jusqu'à concurrence de 865 millions de francs au cas où des pays participants au FMI lui en feraient la demande. Quel est le montant effectivement avancé par la Banque nationale jusqu'à aujourd'hui?

Dans quelle mesure la BNS et le gouvernement suisse ont-ils la possibilité d'orienter la destination des fonds? Le FMI décide-t-il seul ou la Suisse a-t-elle le choix de participer aux emprunts en fonction de ses critères de politique étrangère?

Bundesrat Stich: Ich möchte mich dafür entschuldigen, dass das Parlament nicht vorher konsultiert wurde. Wir sind nun Mitglied des IWF und wir sind Mitglied des Zehnerclubs. Wir gingen daher davon aus, dass es diesen Beschluss nicht mehr braucht. Die Verwaltung war in Bezug auf das Recht anderer Auffassung und wir haben dieses Geschäft somit nachträglich so bald wie möglich traktandiert.

Die AKV hat selbstverständlich keine eigene Verwaltung. Das Geld wird dem IWF einfach zur Verfügung gestellt, wenn es gebraucht wird. Er ist für dessen Anwendung verantwortlich. Hier haben wir heute natürlich auch ein Mitspracherecht. Bisher ist alles ausgeliehene Geld zurückbezahlt worden. Es gibt keine Ausstände. Die AKV stützt sich auf den Grundsatz, dass dann Mittel bereitgestellt werden sollten, wenn schwerwiegende Störungen der internationalen Währungen eintreten. Um zu vermeiden, dass eine stark fallende Währung Auswirkungen auf andere Währungen hat und eine schwere Störung der Weltwirtschaft nach sich zieht, hat man diese zusätzlichen Mittel geschaffen. So kann der IWF bei Bedarf immer sofort reagieren. Russland ist noch nicht beteiligt, weil es nicht in der Lage ist, die Währungen schwerwiegend zu stören. Ich spreche jetzt nur von der AKV. Dem IWF und der Weltbank ist es klar, dass ein Stabilisierungsfonds für die Länder in der Transformation geschaffen werden muss, damit man ihnen dabei helfen kann, die Lage zu erreichen, die eine Beteiligung beim IWF und der Weltbank und somit die Aussicht auf zusätzliche Mittel, ermöglicht. Man hat bereits in Bezug auf Ostdeutschland gesehen, dass die Umstellung in der Bevölkerung sehr grosse Hoffnung auf Freiheit und wirtschaftlichen Aufschwung geweckt hat. Die Leute haben gedacht, es würde ihnen bald so gut gehen wie der westlichen Bevölkerung, weil sie nun das gleiche System haben. Das ist natürlich ein Irrtum. Mit der Umstellung alleine ist noch nichts erreicht. Es folgt der mühsame Weg, die Wirtschaft und die Staaten selber neu zu organisieren. Es besteht ein gewisses Risiko, dass es Rückschläge gibt. Bezüglich Polen möchte ich hier allerdings erwähnen, dass die dortige Regierung und auch der polnische Finanzminister, der bei uns war, mir anlässlich meines kurz vor den Wahlen stattfindenden Besuchs in Polen gesagt haben, dass sich mit dem Aufsteigen einer neuen Regierung am Bestreben den eingeschlagenen Weg weiterzugehen nichts ändern werde. Selbstverständlich sind auch in Polen nicht alle Erwartungen plötzlich in Erfüllung gegangen. Diese Länder sind zum Teil auch über den Westen enttäuscht, weil wir zu viele Handlungshemmnisse haben. Als Beispiel dafür möchte ich Usbekistan erwähnen. Der dortige Präsident hat mir von den zahlreichen Gütern erzählt, bei welchen sein Land konkurrenzfähig wäre. Es handelt sich um Obst, Südfrüchte und dergleichen. Er hätte mir

sofort ein Kühlflugzeug mit 40 Tonnen Obst und Gemüse in die Schweiz mitgegeben. Als ich ihm daraufhin mitteilte, wir hätten selber zuviel solcher Waren, sagte er, er habe diese Antwort bereits von den Franzosen und den Deutschen erhalten. So sei ihm nicht geholfen. Sie sehen also, wo das Problem liegt. Grundsätzlich muss man aber sagen, dass sich diese Länder sehr anstrengen. In verschiedenen Staaten ist allerdings die alte Mannschaft mit neuem Namen am Werk. Es ist sicher gut, wenn sie versucht, die ökonomische Lage in ihrem Land schrittweise zu verbessern. Es werden aber nicht immer die richtigen Mittel dafür eingesetzt. Ich habe beispielsweise von einem Staatspräsidenten gehört, er und seine Regierung hätten demonstrieren müssen, dass nun alles anders und besser geworden sei, deshalb gäben sie nun die Elektrizität und das Gas gratis ab. So lässt sich natürlich keine Marktwirtschaft aufbauen! Ich habe diesem Präsidenten natürlich nicht bestätigen können, dass seine Idee hervorragend sei. Ich habe ihm stattdessen erzählt, dass das Schweizer Volk soeben einer Erhöhung des Benzinpreises von 20 Rappen zugestimmt habe. Er war äusserst erstaunt darüber. Ich habe ihm auch gesagt, dass er nicht mit unserer Hilfe in Bezug auf den Währungsfonds rechnen könne, wenn er eine solche Wirtschaftspolitik betreibe.

Im Zehnerclub wurde schon mehrmals über eine Erweiterung diskutiert. Es wird nie offen darüber abgestimmt. Der Präsident hat bei einer solchen Frage die Aufgabe, sich vor der Sitzung nach allen Meinungen darüber zu erkundigen. Dies geschieht nie während einer Sitzung. Wir haben uns schon für die Aufnahme von Spanien und Oesterreich eingesetzt, sind aber auf wenig Gegenliebe gestossen. Es ist nicht einfach diese Satzung zu ändern, denn es müssten alle einverstanden sein. Ein ungeschriebenes Vetorecht herrscht hier. Früher gab es eine Dreier-, eine Fünfer-, eine Siebner- und eine Zehnergruppe. Heute bestehen nur noch die Siebner- und die Zehnergruppe. Es sind nur noch vier Länder, die nicht in der Siebnergruppe sind. Wir treffen uns bei einem organisierten Frühstück vor der Sitzung, damit wir uns etwas absprechen und unsere Meinung auch einbringen können. Ich vertrete die Schweiz seit 1984 in der Zehnergruppe. Ich habe dort gelegentlich nach dem Sinn dieser Sitzungen gefragt, die vielleicht nur eine Stunde dauern oder sogar weniger, aber höchstens drei Stunden. Die Entscheidungen fallen aber vor der Sitzung, und deshalb ist es wichtig, dass man vorher dabei ist. Ich habe auch schon mit Herrn Stoltenberg über den Sinn unserer Anwesenheit gesprochen. Er finde, dass unsere Teil- und Stellungnahme sehr wichtig sei, sagte er und begründete dies folgendermassen: Er habe die frühere aus Deutschland, Amerika und Japan bestehende Dreiergruppe angeführt. Amerika sei die führende Macht, die den Krieg gewonnen hat. Die beiden anderen seien die Besiegten. Dies spiele trotz allem auch heute noch eine Rolle. Da sie auf Amerika angewiesen seien, fänden sie es schwierig, ihm zu widersprechen. Sie seien sehr dankbar, wenn Leute aus Ländern, die in diesem Konflikt nicht beteiligt waren und die Hilfe so nötig hätten wie sie, ihre Meinung einbringen würden. Dies unterstütze sie dann später in der Siebnergruppe, in welcher sie darauf hinweisen könnten, dass andere eine andere Meinung hätten. Ich, persönlich, finde es wichtig, dass wir auf diese Art mithelfen können, die Dinge in die richtige Richtung zu lenken, auch wenn wir weder die Macht noch die Entscheidungskompetenz der USA oder Japans haben. In der Fünfergruppe waren noch Frankreich und England, welche wirtschaftlich wesentlich schwächer waren und mehr aus Höflichkeit teilnehmen durften. Es gibt einen etwas böartigen aber nicht ganz unbegründeten Ausspruch über diese Gruppen, nämlich dass die Dreiergruppe entscheidet, die Fünfergruppe das Kommuniké macht, welches die Siebnergruppe herausgibt und die Zehnergruppe kommentiert. Wir haben aber eine gewisse Möglichkeit der Unterstützung. Wir nehmen sie in der Zehnergruppe auch wahr.

Was die AKV und die entwicklungspolitischen Grundsätze anbelangt, das ist heute gesetzlich geregelt. Ich habe bereits erwähnt, dass die AKV keine eigenen Projekte macht, sondern das Geld dem Währungsfonds zur Verfügung stellt. Dort ist die Mitarbeit, wie bei jeder anderen Hilfe auch, selbstverständlich. Die entwicklungspolitischen Grundsätze werden dort von Gesetzeswegen berücksichtigt. Die entwicklungspolitische Situation spielt im Währungsfonds

oder in der Weltbank eine Rolle. Bei der AKV ist sie nicht entscheidend. Für Russland hätte man allerdings hier keinen Kredit gegeben, weil die Währungsverhältnisse nicht sichergestellt sind. Dies widerspricht an sich den Grundsätzen.

Zur multilateralen und zur bilateralen Entwicklungshilfe ist zu sagen, dass es sich hier tatsächlich vorwiegend um multilaterale Hilfe handelt. Man wird immer mehr danach trachten müssen, die bilaterale in die multilaterale Hilfe einzubetten. Die bilateralen Werke sind wichtig, aber sie sind in der Regel auf Einzelobjekte begrenzt. Die Hilfe bei der Wasserversorgung in einer Stadt beispielsweise ist nicht ein Problem des Währungsfonds, der dafür zu sorgen hat, dass das Ganze in einen Rahmen eingebettet wird. Der bei Kirgistan gewählte Weg scheint mir richtig. Dort haben wir beschlossen, international mitzumachen, nahmen uns aber vor, unter den geplanten Projekten jene auszuwählen, welche wir von uns aus direkt betreuen und unterstützen konnten. Dieser Weg ist weit effizienter, als wenn Experten damit beauftragt würden, überall nach möglichen und sinnvollen bilateralen Projekten zu suchen, bei welchen wir dann die ganze Infrastruktur zusätzlich noch aufbauen müssten.

Gadient: Ich habe noch eine Bemerkung zum Zuständigkeitsproblem. Wäre meine Frage nach der Eigenständigkeit der AKV anders beantwortet worden, hätte auch ich die einschlägige Frage von Herrn Onken gestellt. Mit Blick auf die instrumentale Einbettung der AKV in den IWF und dessen Entscheidungsmechanismen und die Tatsache, dass die Schaffung einer solchen Liquiditätsreserve zu den unverzichtbaren Voraussetzungen einer solchen Institution gehört, habe ich Verständnis dafür, dass der Bundesrat einfach gehandelt hat. In den letzten Verhandlungen wurde ja bereits ausdrücklich von der Notwendigkeit dieses Sicherheitsnetzes gesprochen. Ich hätte auch Verständnis dafür gehabt, wenn diese Verlängerung der schweizerischen Teilnahme an den allgemeinen Kreditvereinbarungen nun einfach als im Basisbeschluss integriert betrachtet worden wäre.

Onken: Ich möchte noch wissen, welche Möglichkeit die Schweiz hat, sich in der AKV zurückzuhalten oder eine Bedingung zu stellen, wenn sie mit einem Projekt des IWF nicht einverstanden ist. Muss die Kreditgewährung einfach erfolgen oder könnten wir verlangen, dass dies oder jenes nachgeprüft wird? Es würde mich auch interessieren, ob die Schweizvertretung im IWF mit jener in der AKV zusammenarbeitet.

Bundesrat Stich: Die AKV wird nur dann einbezogen, wenn eine Währungsstörung vorliegt. Ob dies der Fall ist, wird durch den IWF mit den Mitgliedern des Zehnerclubs diskutiert und entschieden. Wenn eine Störung festgestellt wird, dann gelten die gleichen Regelungen wie für alle anderen vom IWF oder der Weltbank ausgeliehenen Gelder. In diesem Rahmen besteht wieder die Möglichkeit, zu den Projekten, die finanziert werden sollen, Stellung zu nehmen, und Entscheidungen zu treffen.

Präsident: Diese interessante Diskussion hat gezeigt, dass es doch keine Zeitverschwendung ist, mit uns zu sprechen. Wir kommen nun zur Bereinigung des Bundesbeschlusses.

Eintreten wird beschlossen.

Detailberatung

Titel und Ingress. Art. 1 und Art. 2

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Bundesbeschlusses

12 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

3003 Bern, den 16.11.1993
Vertraulich / Confidentiel

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 6 der Sitzung vom 21./22. Oktober 1993,
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 8. Ein Jahr Mitgliedschaft der Schweiz IWF/Weltbank, erste
Bilanz

(Uebrige Traktanten siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR
premier 8. Un an d'affiliation de la Suisse FMI/Banque mondiale;
bilan

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Cavely

Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Stich, Vorsteher EFD
H. Ith, EFD
Botschafter Imboden, BAWI, EVD
Botschafter Greber, EDA
H. Cart, Vizedirektor, DEH, EDA
R. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: A. Aebi

Protokoll: U. Meli (d), R. Kuonen (f)

Bundesrat Stich: Als sich der Bundesrat aufmachte, den Institutionen von Bretton Woods - dem Internationalen Währungsfonds (IWF) und der Weltbank - beizutreten, wurde dieses Unterfangen von viel Skepsis begleitet. Harte Arbeit - aber auch ein wenig Glück - haben schliesslich dazu geführt, dass die Schweiz am 29. Mai 1992 Mitglied der beiden Institutionen wurde. Als Krönung gelang es dann auch, dank der Bildung einer Ländergruppe, Einsitz in die Exekutivräte der beiden Institutionen zu nehmen.

Welches sind die bisherigen Erfahrungen der Schweiz im IWF und in der Weltbank? Ich werde nachfolgend in einer ersten Bilanz die Beziehungen zum IWF beurteilen, Botschafter Imboden wird daran anschliessend das Gleiche für die Weltbank tun.

Allgemein möchte ich festhalten, dass es der Schweiz gelungen ist, sich sehr schnell in den Entscheidungsgremien von IWF und Weltbank zurechtzufinden und dort Einfluss zu nehmen. Dies ist das Verdienst unserer beiden Exekutivdirektoren. Sie konnten sich dabei auf die Stellungnahmen abstützen, die sie aus der Schweiz erhielten. Die schweizerischen Stellungnahmen werden jeweils in Zusammenarbeit zwischen den federführenden Bundesstellen (IWF: Eidg. Finanzverwaltung; Weltbank: Bawi) und den mitinteressierten Bundesstellen und der Schweiz. Nationalbank erarbeitet. Dieser Konsultationsprozess hat sich sehr gut eingespielt und wesentlich dazu beigetragen, dass die schweizerischen Interessen in die Entscheidungsgremien von IWF und Weltbank eingebracht werden konnten. In diesen Vernehmlassungsprozess einbezogen ist auch die Kommission Nebiker, die zu diesem Zweck einen speziellen Unterausschuss (Präsidentin: Frau Uchtenhagen) gebildet hat. Aufgrund meiner Erfahrungen, glaube ich sagen zu dürfen, dass sich diese Art der Organisation bewährt hat, und der Bundesrat damit auch seiner Verpflichtung nachkommt, "bei Stellungnahmen und Entscheiden, welche die Entwicklungsländer betreffen, für die schweizerische Position die Grundsätze und Ziele der schweizerischen Entwicklungspolitik zu berücksichtigen." (Art. 6 des BG über die Mitwirkung der Schweiz an den Institutionen von Bretton Woods).

Wenn ich etwas Rückschau auf die Geschäfte halte, zu denen die Schweiz im IWF Stellung bezogen hat, so fällt auf, dass es in der überwiegenden Zahl Stellungnahmen zu sog. Art. IV-Konsultationen waren. Im Artikel IV des IWF-Uebereinkommens ist vorgeschrieben, dass der IWF seine Mitglieder in ihrer Wechselkurspolitik überwacht. Zu diesem Zweck werden in der Regel jährliche wirtschaftspolitische Konsultationen mit den Mitgliedsländern geführt. Zurzeit weilt eine Delegation des IWF in der Schweiz, um unsere Wirtschafts-, Finanz- und Währungspolitik einer kritischen Analyse zu unterziehen. Der Bericht über die Schweiz wird voraussichtlich im Januar des kommenden Jahres im Exekutivrat diskutiert, und er wird Politikempfehlungen an unsere Behörden enthalten.

Die Länderberichte dienen dem IWF auch dazu, seinen jährlichen "Weltwirtschaftlichen Ausblick" zu erstellen. Dieser qualitativ hochstehende Bericht ist einer der wichtigsten Bezugspunkte für die internationale Wirtschafts- und Finanzpolitik. Er legt Zeugnis von der überragenden analytischen Potenz des IWF ab.

Anzahlmässig an zweiter Stelle stehen im IWF-Exekutivrat die Anpassungsprogramme für Länder, die sich in einem Zahlungsbilanzdefizit befinden und auf die finanzielle Hilfe des IWF angewiesen sind. Es sind diese Geschäfte, die im Vorfeld des schweizerischen Beitritts zum IWF am meisten zu Reden gegeben haben. Dem IWF wurde von entwicklungspolitischer

Seite vorgeworfen, die Programme seien unsozial. Unsere bisherigen Erfahrungen haben gezeigt, dass der IWF gewillt ist, diese Kritiken ernst zu nehmen, und er bestrebt ist, die sozialen und auch die umweltpolitischen Auswirkungen der Programme möglichst niedrig zu halten. Die Schweiz hat in ihren Stellungnahmen immer wieder mit besonderem Nachdruck auf diese Aspekte hingewiesen. Sie hat aber auch jene Bestrebungen unterstützt, die darauf abzielen, von diesen Ländern jene institutionellen Reformen zu verlangen, die für ein nachhaltiges Wirtschaftswachstum nötig sind. In den genannten Bereichen liegen wichtige Berührungspunkte zur Weltbank. Die Schweiz versteht sich deshalb auch als ein engagierter Befürworter einer engen Zusammenarbeit zwischen den beiden Bretton Woods Institutionen. Nebst den beiden beschriebenen Kernbereichen hatte sich die Schweiz auch mit anderen bedeutsamen Geschäften auseinanderzusetzen, die zu den wichtigsten Traktanden der diesjährigen Jahresversammlung gehörten. Es sind dies

- die Erweiterte Strukturanpassungsfazilität (ESAF),
- die zu- und die Umverteilung von Sonderziehungsrechten und
- die Systemübergangsfazilität.

Die **Erweiterte Strukturanpassungsfazilität (ESAF)** ist geschaffen worden, um die armen Entwicklungsländer bei der makroökonomischen Stabilisierung und bei der Durchführung von Wirtschaftsreformen mit praktisch zinslosen Darlehen zu unterstützen. Dieser Kreditmechanismus wird Ende November dieses Jahres auslaufen und die Beratungen an der Jahresversammlung drehten sich um die Gestaltung eines Nachfolgeinstrumentes. Die Schweiz erklärte sich - unter dem Vorbehalt der Genehmigung durch das Parlament - bereit, sich an EASF II zu beteiligen. Zudem ist sie dafür eingetreten, dass die Republiken der ehemaligen Sowjetunion in den Kreis der ESAF-berechtigten Länder aufgenommen werden, sofern sie die entsprechenden Kriterien (Pro-Kopf-Einkommen, IDA-Berechtigung) erfüllen. Im weiteren wurde an der kürzlichen Jahresversammlung auch die **Zuteilung von SZR und deren Umverteilung** beraten. Bekanntlich unterstützt die Schweiz eine Zuteilung durch den IWF in der Höhe von 36 Mrd. SZR. Zwei Begründungen stehen dabei im Vordergrund:

1. Der bedenklich tiefe Stand der Währungsreserven in vielen Entwicklungsländern und Ländern im Systemübergang.
2. Die Tatsache, dass nicht weniger als 38 Länder, die dem IWF nach der letzten SZR-Zuteilung (1978-81: 12,1 Mrd. SZR) beigetreten sind, bisher auf SZR verzichten mussten.

Die schweizerischen Behörden sind jedoch gegen die Umverteilung von SZR. Die SZR sollen u. E. nicht für die Finanzierung von Entwicklung und Systemübergang eingesetzt werden.. Mit der ESAF und der Systemübergangsfazilität verfügt der IWF über andere Instrumente für diese Zwecke.

Letztere - die **Systemübergangsfazilität** - wurde vergangenes Frühjahr durch den Exekutivrat des IWF geschaffen. Sie nimmt Rücksicht auf die besondere Situation der Länder, die sich im Uebergang von der Plan- zur Marktwirtschaft befinden und sie ermöglicht es, finanzielle Hilfe in einem Zeitpunkt anzubieten, in dem sich diese Länder noch ausserstande sehen, die "normale" IWF- Konditionalität zu erfüllen.

Von der Systemübergangsfazilität kann ich thematisch gut zu den Mitgliedern unserer Ländergruppe überleiten, die alle aus dem ehemaligen Ostblock stammen. Das Zusammengehen mit Aserbeidschan, Kirgistan, Polen, Turkmenistan und Usbekistan sowie

die Interessenwahrung für Tadschikistan hatte zwar einige kritische Bemerkungen ausgelöst und unserem Land den Namen "Helvetistan" eingebracht.

Ich bin heute aber mehr denn je davon überzeugt, dass das Zusammengehen mit diesen Staaten ein richtiger Entscheid war. Zum einen, weil es ein (wenn auch kleiner) Beitrag ist, diesen Ländern den Einstieg in die Weltwirtschaft und das internationale Währungs- und Finanzsystem zu erleichtern. Zum anderen aber auch, weil wir nur in der täglichen Auseinandersetzung mit den Problemen dieser Staaten das Gefühl dafür bekommen, welchen immensen Aufgaben diese Staaten gegenüberstehen und wie ihnen bei deren Bewältigung am besten geholfen werden kann.

Ihre Situation können sie dauerhaft zwar nur verbessern, wenn sie in ihrem Land die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Rahmenbedingungen schaffen, die für eine moderne Volkswirtschaft nötig sind. Ich kann aber doch nicht verheimlichen, dass wir im Westen unsere Hausaufgaben gegenüber diesen Staaten nur teilweise machen. Dies kommt etwa darin zum Ausdruck, dass die bis vor kurzem amtierende polnische Regierungschefin Suchocka einen dringenden Appel an die westlichen Staaten richtete, ihre Märkte für osteuropäische Produkte zu öffnen. Denn trotz der kürzlich abgeschlossenen Freihandelsverträge stossen die Exporte dieser Staaten immer noch auf protektionistische Hürden.

Wenn ich zum Schluss das Fazit unserer bisherigen Mitgliedschaft beim IWF ziehe, so fällt es positiv aus. Der Schweiz ist es gelungen, in dieser bedeutenden internationalen Finanzorganisation schnell Fuss zu fassen. Auch entwickelt sich die Zusammenarbeit in unserer Ländergruppe zur vollen Zufriedenheit aller Staaten. Und zu guter Letzt sind in der Schweiz die Stimmen verstummt, die im IWF den Inbegriff allen Übels auf dieser Welt sehen. Dies ist für uns erfreulich, verpflichtet uns aber auch, dem Weg der offenen Information fortzufahren. Ich bin denn auch froh, dass Sie mir die Gelegenheit geboten haben, heute vor Ihrer Kommission in dieser Sache zu referieren und die hoffentlich zahlreichen Fragen zu beantworten.

M. Imboden: Quel est le bilan d'une année de présence de la Suisse à la Banque mondiale? De quels moyens dispose-t-on pour faire valoir notre influence dans cette organisation?

Premièrement, nous sommes représentés au Conseil d'administration. Deuxièmement, nous participons au Comité de développement qui est un organe consultatif qui détermine la politique des institutions du Fonds monétaire et de la Banque mondiale en ce qui concerne le développement. Troisièmement, nous entretenons des contacts directs entre l'administration et l'état-major de la Banque mondiale.

La Suisse représente, aussi bien au Conseil d'administration de la Banque mondiale que du FMI, le même groupe de pays. L'administrateur suisse est soutenu par un suppléant polonais, un conseiller également suisse (DDA), deux assistants suisses (DDA et OFAEE) et deux assistants provenant de la CEI (Turkménistan et Ouzbékistan). Nos prises de position sont sélectives. Lorsque vous êtes une grande puissance, vous pouvez émettre des avis sur tout. Puisque vous êtes important tout ce que vous dites est important. Pour la Suisse tel n'est pas le cas. On ne nous écoute que si nous avons quelque chose à dire, c'est-à-dire uniquement si nous sommes bien préparés et si notre position est fondée sur une analyse approfondie. Nous avons créé un comité interdépartemental qui se réunit une fois par mois et qui distribue les travaux devant être accomplis en fonction de l'ordre du jour du Conseil d'administration entre les divers offices responsables. Nous intervenons en principe sur toutes les problèmes de politique de développement avec le soutien de la sous-commission Uchtenhagen qui prend

position pour toutes les questions importantes sur la ligne de conduite que nous souhaitons adopter devant le Conseil d'administration.

En ce qui concerne les documents sur les pays et les différents degrés d'intervention, nous procédons de manière sélective en prenant position sur ceux relatifs aux secteurs et aux Etats où nous bénéficions d'une expérience sur le terrain, en particulier avec la DDA. Nous incluons dans notre prise de position des bureaux de coordination de la DDA et les ambassades dans les régions où nous n'avons pas d'actions de développement spécifiques de la Suisse.

Depuis le début de cette année, nous sommes intervenus environ 70 fois au Conseil d'administration, c'est-à-dire environ deux fois par semaine. Nous n'avons jamais voté contre un projet. Nous nous sommes abstenus cinq fois. Cette situation est due au mode de travail du Conseil d'administration. En principe les décisions sont prises par consensus. Tous ceux qui ne se prononcent pas contre sont considérés comme ayant voté en faveur du projet, même si on a exprimé certaines réserves dans la discussion. En fait la "decision shaping" est beaucoup plus importante que la "decision making". C'est à ce niveau que notre influence peut se manifester à la Banque mondiale.

Quels ont été les grands thèmes sur lesquels nous nous sommes prononcés cette année au sein du Conseil d'administration?

Un des premiers a été la reconstitution de l'IDAbis dont la négociation finale a eu lieu à Berne et qui a permis la reconstitution de 12 milliards de DTS, ce qui représente un succès assez impressionnant compte tenu de l'état des finances publiques actuelles de tous les pays. Le deuxième concernait le projet Narmada. Le Conseil d'administration n'a finalement pas pris de décision, car l'Inde a préféré se retirer. En outre, un rapport sur l'efficacité et l'efficacités des interventions de la Banque mondiale dans les différents pays a eu un grand écho dans le public étant donné qu'il a démontré qu'un tiers des projets de la Banque mondiale connaissait des problèmes non négligeables du point de vue de l'exécution. Ce rapport a finalement abouti à une série de recommandations pour revoir la politique de la Banque mondiale. La Suisse a joué un rôle important dans cette phase, notamment en ce qui concerne la mise sur pied d'une unité d'inspection indépendante qui a été décidée dernièrement et qui est partiellement calquée sur une proposition soumise par la Suisse au Conseil d'administration. D'autre part, l'exécution des recommandations relatives à la philosophie de travail de la Banque mondiale est très importante. En effet, le rapport considérait que très souvent les projets de la Banque mondiale demeuraient davantage des projets qui lui étaient propres plutôt que ceux des pays, ce qui conduisait ces derniers à une sorte de "déresponsabilisation". A ce propos je dois faire amende honorable, car le Conseil d'administration impose de plus en plus de conditions au fonctionnement de la Banque mondiale, ce qui n'incite plus le pays à considérer le projet comme le sien étant donné les exigences qu'il doit remplir. De plus, la Banque mondiale a tendance à vouloir fournir de l'argent aux pays bénéficiaires, sans mettre l'accent sur l'exécution et le suivi des projets. Certes, c'est une tendance naturelle pour toute organisation parce qu'elle est souvent jugée par rapport à la quantité, plutôt que par rapport à la qualité, mais ce n'est certainement pas le plus efficace. Il y a donc un changement de la philosophie de travail qui est nécessaire à la Banque mondiale. On a essayé de l'inculquer par l'intermédiaire d'un grand nombre de recommandations sur le suivi et l'évaluation des projets.

J'ajoute que le fait que nous ayons eu des difficultés à obtenir un siège à la Banque mondiale ne nous a pas porté ombrage. La Suisse a été très rapidement acceptée, malgré l'existence des

tensions relatives à la création de ce siège. D'autre part, la collaboration au sein du groupe de la Suisse n'a soulevé aucun problème jusqu'à présent.

Le Comité de développement est le deuxième élément d'influence. Nous y avons participé depuis longtemps, mais en tant qu'observateur nous n'avions pas droit à la parole. Maintenant, nous utilisons le droit d'initiative et le droit à la parole. Nous avons pris deux initiatives jusqu'à présent. Premièrement, l'une vise à revitaliser le Comité de développement. Ce n'est guère facile, car en définitive le groupe des Sept n'a pas intérêt à développer l'importance de ce Comité. Il préfère privilégier le groupe des Dix. Deuxièmement, nous avons demandé au Comité de se pencher sur trois questions qui nous paraissent essentielles pour les pays en développement. Le désendettement des pays les plus pauvres est préoccupant. Nous avons une certaine expérience en la matière étant donné que nous disposons de crédits spéciaux pour ce travail. Les accords sur les matières premières ont tous échoué. Or, nous ne savons pas ce que nous pouvons faire pour assurer un revenu équitable aux pays en développement qui fournissent des matières premières. La suite de l'Uruguay Round, en cas de succès des négociations, sera fondamentale pour les pays en développement. Il faudra examiner la façon la plus appropriée de les faire bénéficier de cette ouverture des marchés mondiaux.

Le troisième élément d'influence a trait aux contacts directs entre l'administration (DDA) et la Banque mondiale. Au cours de cette première année nous avons reçu à Berne tous les présidents du groupe de la Banque mondiale, ainsi que l'administrateur principal de celle-ci. En outre, la DDA et l'OFAEE ont eu énormément de contacts à tous les niveaux avec la Banque mondiale. En définitive, nous avons probablement davantage d'influence sur l'exécution des projets par l'intermédiaire de ces contacts directs que par le biais du Conseil d'administration.

En conclusion, la Suisse est un membre reconnu de cette institution. Elle a une position influente, certainement pas en fonction de l'importance de notre capital (2,4%), mais pour quatre raisons. D'abord, toutes nos prises de position sont guidées par l'intérêt du développement et de l'institution. Contrairement aux grandes puissances, nous n'avons pas d'intérêts récurrents. Ensuite, nous sommes reconnus comme un pays politiquement indépendant. De plus, nous avons souvent une fonction et une position de compromis. Finalement, la Banque mondiale sait qu'elle peut compter sur la participation de la Suisse aux actions spécifiques qui sont lancées (actions de désendettement, de cofinancement, etc.). Que nous apporte la Banque mondiale? Nos agents sur le terrain et à la centrale connaissent mieux ses programmes et peuvent mieux intégrer les actions de la Suisse dans le travail de la communauté internationale. Cet élément est extrêmement important.

Blötzer: Die soeben gehörten Ausführungen haben mich in der Ueberzeugung bestätigt, dass unsere Mitgliedschaft in dieser Institution für unsere Aussenpolitik sehr wichtig ist. Meine Frage betrifft die Koordination unserer bilateralen mit den multilateralen Hilfsmassnahmen. Gestern haben wir vom Programm über die betreffenden Friedensprozesse im Nahen Osten erfahren und gehört, dass der Bundesrat dort einen Schwerpunkt bilden will. Ich habe bereits erwähnt, dass ich eine solche Absicht unterstütze. Wie könnte sich nun unsere bilaterale Hilfe im Rahmen dieses multilateralen Programmes in Bezug auf die Koordination und die Einflussnahme, von der wir soeben gehört haben, abspielen?

Frau Simmen: Sowohl Bundesrat Stich wie auch Botschafter Imboden haben mit Recht darauf hingewiesen, dass die Bretton Woods Institutionen in letzter Zeit vermehrt auf die Frage von sozialer und ökologischer Verträglichkeit in ihren Projekten achten. Auch die Selbstkontrolle innerhalb der Institutionen hat mit dem Bericht Wapenhans ein deutlich

verstärktes Gewicht erhalten. Es bleibt natürlich abzuwarten, wie dieser Bericht in die Praxis umgesetzt werden kann und wie gut er greift. Ich stelle mit Befriedigung fest, dass diese Trendwende auch eine Folge der internationalen Anstrengungen von NGO's ist. Die kritischen Stimmen, die vor der Abstimmung über einen Beitritt zu den Bretton Woods Institutionen noch starke Befürchtungen geäußert hatten, sind auch in der Schweiz weitgehend verstummt. Dies hängt nicht zuletzt mit der hervorragenden Arbeit zusammen, die die beiden Schweizer Vertreter und ihre Mitarbeiter bei diesen Institutionen leisten. Sie besitzen nicht nur hervorragende Fachkenntnisse auf ökologischem Gebiet, sondern haben diese sehr breite Sicht der Dinge, die sich auch die NGO's immer gewünscht hatten. Mit solchen Leuten und dank unseres Entwicklungsgesetzes ist es uns auch als kleines Land möglich, Standpunkte einzubringen und erstaunliche Dinge zu bewirken.

Zu Herrn Bundesrat Stich: Es handelt sich bei der bilateralen Hilfe natürlich nicht darum, dass die Schweizer auf der ganzen Welt nach möglichen Projekten suchen sollten. Meine Befürchtungen beziehen sich auf Arbeiten, die seit Jahren gut laufen. Durch die Finanzknappheit und die Verlagerung sind sie nun gefährdet.

M. Flückiger: En me rendant à Abidjan, j'ai pu constater sur le terrain de l'efficience des engagements de la Banque mondiale en matière d'investissements et de programmes. Les critiques dont l'institution fait l'objet ne sont pas toujours fondées sur des éléments objectifs. Il faut peut-être aussi s'inspirer de ce qui se passe sur le terrain avant de s'exprimer. Y a-t-il une collaboration entre les différentes institutions qui oeuvrent en faveur du développement sur le plan mondial? Si oui, est-elle de qualité? Les programmes sont-ils similaires ou différents?

Schiesser: Wir sind die Anführer dieser aus Polen, den mittelasiatischen Republiken und der Schweiz bestehenden Stimmrechtgruppe. Ist diesbezüglich eine Rotation vorgesehen? Wird Polen sie vielleicht später anführen oder ist uns dieser Sitz auf unbestimmte Zeit zugedacht? Haben wir den anderen Ländern irgendwelche Konzessionen gemacht? Ein Land von der Grösse Polens wird sicher einmal besondere Interessen haben, die vielleicht in der Gruppe nicht eingebracht werden können. Müssen wir einmal einen Preis für diesen Exekutivsitze bezahlen, den wir nur dank dieser von uns gebildeten Gruppe erhalten haben?

Präsident (zu Herrn Botschafter Imboden): Sie haben gesagt, dass die Schweiz eine besondere Glaubwürdigkeit hat, weil sie nicht Mitglied der EG ist. Das wird wohl mit dem "granum salis" entgegenezunehmen sein und darf nicht als generelle Regel gelten!

Bundesrat Stich: Als die Schweiz versuchte, Mitglied der Bretton Woods Institutionen zu werden, und die Bildung der Ländergruppe im Gespräch war, dann haben wir jedem Land gegenüber klar gesagt, dass wir einen Sitz im Exekutivrat wollten. Das war unsere Bedingung, wobei es klar ist, dass man erst einen Sitz bekommen kann, wenn man Mitglied ist. Unser Begehren ist auf recht viel Skepsis gestossen. Wir wollten Europa keinen Sitz wegnehmen. Wir wollten auch keiner europäischen Gruppe beitreten, weil dort die EG dominiert hätte und wir keine eigenständige Stellungnahme mehr gehabt hätten. Die Amerikaner wollten keine Vergrößerung der Zahl der Direktoren, deshalb kam man später auf die Idee, andere hinauszuerwerfen. Am Anfang hat die EG also eine gewisse Rolle gespielt.

Zu Herrn Schiesser: Im Grunde genommen spielt das Konsenssystem in einer Organisation. Wenn dies nicht der Fall ist und eine Abstimmung über die Sonderziehungsrechte, beispielsweise, durchgeführt wird, dann geht das Stimmrecht nach Quote. Dieses Prinzip ist im System inbegriffen. Wir konnten uns bis jetzt so ausrichten, dass wir in unserer Gruppe

die absolute Mehrheit haben und deshalb entscheiden wir, wer etwas bekommt. Wenn sich 1994 die Frage der Reduktion der 24 Sitze stellen sollte, dann müssten wir neue Länder, und vor allem solche mit einer gewissen Stimmkraft, gewinnen. Wir müssten in einem solchen Fall über die Sitzverteilung neu diskutieren. Wir behandeln Polen sehr gut. Es hat seine beiden Stellvertreter in beiden Organisationen und anerkennt dies. Es ist andererseits aber doch wesentlich grösser als die Schweiz. Ob wir in hundert Jahren noch die absoluten Herren dieser Ländergruppe sein werden, möchte ich nicht beurteilen. Wir versuchen diesen Status beizubehalten. Nebenbei sei gesagt, dass es verschiedene Länder gibt, die in unsere Gruppe kommen möchten. Wir werden natürlich im Hinblick auf die Verteilung wieder darüber diskutieren. Wir waren bereits mit verschiedenen Ländern in Kontakt. Es ist nichts daraus entstanden, das heisst aber nicht, dass dies ewig so bleibt. Sollte einmal ein grosses Land Mitglied unserer Gruppe werden, dann werden Konzessionen unumgänglich. Wir müssten ihm eine gewisse Position geben. Es fragt sich aber welche. Polen wird dazu auch etwas zu sagen haben. Wir hoffen, dass wir auch zukünftig offen mit Polen diskutieren werden können. Auch wenn wir die absolute Mehrheit haben, versuchen wir trotzdem, die demokratischen Spielregeln zu beachten, und stellen mindestens die Information sicher.

Zu Frau Simmen: Wir werden gut laufende bilaterale Projekte bestimmt nicht einfach aufgeben. Andererseits werden die finanziellen Mittel überall begrenzt. Wir werden uns beispielsweise überlegen müssen, ob wir noch einmal zum voraus einen so grossen Betrag festlegen werden können, wie er, im Verhältnis zu anderen Ländern, für die Palästinenser reserviert wurde. Er ist enorm und muss im Rahmen der Entwicklungshilfe kompensiert werden, da wir keine zusätzlichen Mittel zur Verfügung haben. Diese Kompensation ist hier möglich, weil andere Projekte Verzögerungen erlitten haben. Es sollten daher für die nächsten vier Jahre diesbezüglich keine besonderen Probleme auftauchen.

Botschafter Imboden: Es ist in der Praxis nicht so einfach, solche Beträge zu kompensieren, denn wir haben regelmässig, sowohl neue Aufgaben zu bewältigen wie neue Budgetkürzungen in Kauf zu nehmen.

Das Thema der Koordination der bilateralen Hilfe ist immer wieder aktuell. Alle sind für die Koordination, jeder will koordinieren und niemand will koordiniert werden. Die Koordination der Weltbank ist vielleicht noch die beste. Sie hat das grösste Wissen über die verschiedenen Gebiete. Im Gegensatz zu den USA oder zur EG macht sie dank ihren Unterlagen und Kenntnissen der Bedürfnisse eine "de facto"-Koordination, die auf dem Felde mehr Bedeutung hat als eine politische Koordination. Es gibt ausserdem verschiedene Stufen der Koordination. Es gibt die sogenannten Konsultativgruppen, bei welchen die verschiedenen Länder beteiligt sind. Auf Landesebene besteht eine von der Weltbank geführte Koordination, die auf praktischem Niveau sehr wichtige Resultate bringt. Im Zusammenhang mit dem Friedensprozess im Nahen Osten ist zu sagen, dass sowohl die USA wie auch die EG die Koordination übernehmen wollen. Die Schweiz war der Meinung, dass die Weltbank für diese Aufgabe am besten geeignet sei, weil sie genau die richtige Arbeitspolitik für den Nahen Osten hat. Sie hat einfach fünf Leute in den Gaza-Streifen und in die besetzten Gebiete geschickt, die nun versuchen ein Investitions- und ein Hilfeprogramm festzulegen. Das Ergebnis ihrer Bemühungen legen sie dann auf den Tisch. Da die anderen Parteien weniger Informationen besitzen, sind sie fast gezwungen, sich nach dem vorhandenen Programm zu richten.

Zu Herrn Flückiger: Die Regionalbanken machen eigentlich das gleiche wie die Weltbank. Sie sind in den gleichen Gebieten zuständig und haben die gleichen Arbeiten. Die Koordination ist hier recht gut und vor allem in Bezug auf die Strukturanpassungsprogramme

sehr eng. Die afrikanische Entwicklungsbank macht beispielsweise solche Programme praktisch nur mit der Weltbank zusammen. Auf diese Weise ist sichergestellt, dass nicht zwei internationale oder regionale Organisationen diesen Ländern verschiedene Messages übergeben, was sehr wichtig ist. Diese Regionalbanken haben eine gewisse Funktion. Sie haben eine andere Sichtweise als die Weltbank und bringen dadurch eine zusätzliche Komponente ein. Die interamerikanische Entwicklungsbank ist beispielsweise in gewissen Gebieten gegenüber der Weltbank führend. Sie hat bedeutend besser Sitz gefasst. Sie hat in jedem Land ein Büro und arbeitet stark dezentralisiert.

Ich habe noch eine Bemerkung in Bezug auf die Rolle der NGO's bei der Weltbank und den internationalen Organisationen. Die indirekte Kontrolle, die sie ausüben, ist sicher sehr wichtig, denn sie bringt diese grosse Bürokratie in eine menschliche Dimension zurück. Ich möchte aber auf ein heute tatsächlich existierendes Problem aufmerksam machen. Die NGO's sind mittlerweile international so gut organisiert, dass sie zu jedem Projekt Meinungen abgeben, die nicht immer der Wirklichkeit entsprechen. Verschiedene Entwicklungsländer möchten sich nun von den Industriestaaten ein wenig emanzipieren. Sie geraten dabei aber auch in den OECD-Ländern unter den Druck von "pressure groups", wie NGO's. Die Leute haben das Gefühl, dass die Politik der OECD-Länder von diesen "pressure groups" und nicht mehr von den Regierungen diktiert wird. Diese Evolution finde ich gefährlich. Wir müssen ihr Rechnung tragen.

Zum Präsidenten: Mit meiner Aussage über unsere grössere Glaubwürdigkeit als Nichtmitglied der EG, habe ich jene der EG keineswegs in Frage gestellt. Als Land, das nicht der EG angehört, haben wir eine Vermittlerrolle und eine Glaubwürdigkeit, die wir als EG-Mitgliedland nicht hätten. Wir würden nämlich automatisch die Position der EG vertreten.

Präsident: Ich möchte den beiden Referenten danken. Danke auch für die offensichtlich fruchtbare und zum guten Ruf der Schweiz beitragende Arbeit, die Sie in diesen Gremien leisten.

Vertraulich / Confidential

3003 Bern, den 12.11.1993

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

TEILPROTOKOLL 7 der Sitzung vom 21./22.Oktober 1993
16.30 - 20.45 und 08.00 - 10.45 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 9. Vorbereitung der Sitzung vom 18. und 19. November 1993
10. Verschiedenes

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 9. Préparation de la séance du 18 et 19 novembre 1993
10. Divers

(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)

TEILNEHMER

Präsidium: Caveltz

Anwesende Mitglieder: Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean,
Delalay, Flückiger, Gadiant, Onken, Rhinow, Rüesch, Schiesser,
Simmen

Entschuldigt: Kündig

Weitere Teilnehmer:
R. Stücheli, EDA

Kommissionssekretariat: A. Aebi, M.A.Hutter

Protokoll: U. Meli (d), R. Kuonen (f)

9. Vorbereitung der Sitzung vom 18./19.11.1993

Präsident: Für die Sitzung vom 18./19.11.1993 stehen keine Geschäfte des Bundesrates an. Anlässlich der Herbstsession 1993 in Genf wurde die aufgrund der dringlichen Interpellationen Jagmetti und Onken geplante Europa-Debatte deshalb verschoben, weil man der Meinung war, dass die aussenpolitische Kommission eine solche Debatte vorzubereiten hätte. Dies wäre beispielsweise ein Thema für die nächste Sitzung. Ich teile allerdings nicht die Meinung, dass unsere Kommission als "Sieb" für die europapolitischen Vorstösse dienen sollte. Diese dürfen nach wie vor spontan und unbeeinflusst eingebracht werden.

Rüesch: Wenn der Bericht des Bundesrates über die Konzeption der schweizerischen Aussenpolitik in den neunziger Jahren nicht rechtzeitig für unsere Novembersitzung vorliegen sollte, dann genügt meiner Meinung nach ein Sitzungstag im November.

M. Flückiger: Il serait opportun de réserver un point de notre ordre du jour à l'examen de notre politique européenne. D'ailleurs, ne faudrait-il pas prévoir une séance extraordinaire pour un tel objet?

D'autre part, le problème du Kosovo devrait également faire l'objet d'un point de l'ordre du jour d'une prochaine séance. En effet, l'abord de ce sujet spécifique dans le cadre d'un examen de la situation de l'ex-Yougoslavie ne serait pas adéquat, car il nécessite une approche détaillée.

Präsident: Ich habe soeben ein Schreiben der aussenpolitischen Kommission des Nationalrates an den Bundesrat erhalten. Sie beantragt darin, zur Strategie betreffend der bilateralen Verhandlungen der Schweiz mit der EG konsultiert zu werden.

Rhinow: Meiner Meinung nach geht es hier um zwei verschiedene Dinge. Im Rahmen unserer Funktion als Gesprächspartner für den Bundesrat wäre es wirklich zweckmässig, einmal intern über seine Strategie in diesen Verhandlungen zu diskutieren. Das wäre aber eine auf die Kommission beschränkte Diskussion. Das andere ist die Vorbereitung oder Einleitung der Plenardebatte, die aber nicht die Strategie des Bundesrates im Detail zum Gegenstand haben kann. Ich finde beides zweckmässig. Wenn wir uns aber als Kommission, die in aussenpolitischen Belangen als Gesprächspartner vermehrt Einfluss auf den Bundesrat nehmen will, nicht unglaubwürdig machen wollen, dann müssen wir diese beiden Themen getrennt angehen. Was die allgemeine Aussenpolitik anbelangt, da müssen wir auf den Bericht des Bundesrates warten. Es scheint mir nämlich zwecklos, kurz vor der Verabschiedung dieses Berichtes, über die Aussenpolitik der Schweiz zu diskutieren. In diesem Zusammenhang möchte ich den Wunsch äussern, dass das Büro versucht Einfluss zu nehmen, damit wir in diesem Geschäft Erstrat werden.

Präsident: Ich unterstütze diesen Wunsch.

Aebi: Ich möchte daran erinnern, dass die nationalrätliche aussenpolitische Kommission am 29. Januar 1991 im Zusammenhang mit den parlamentarischen Initiativen Caccia, Petitpierre und Sager eine Motion eingereicht hat, die unter Punkt 2 einen Bericht für eine zukünftige Aussenpolitik (ausserpolitische Konzept) vom Bundesrat verlangte. Es wurde damals nur dieser Teil vom Plenum des Nationalrates als Motion überwiesen (der SR war dann später nur zur Ueberweisung als Postulat bereit). Dieser Vorstoss der APKN stellte den eigentlichen

Auslöser für diesen Bericht dar. Unter diesen Umständen könnte ich mir vorstellen, dass auch der Nationalrat die Priorität für die Vorberatung des aussenpolitischen Berichtes des Bundesrates beanspruchen könnte.

Onken: Die Motion des Nationalrates verhinderte die Diskussion des vierten bundesrätlichen Integrationsberichtes, in welchem die Beitrittsfrage hätte thematisiert werden sollen. Mit einer Liste von Aufträgen an den Bundesrat versuchte die Motion diese Diskussion auf einen Zeitpunkt nach der EWR-Abstimmung zu verschieben. Der Bericht selber, bei welchem es um die Aussenpolitik der Schweiz, das Neutralitätsproblem und andere Grundsatzfragen geht, ist unabhängig von dieser Motion erarbeitet worden. Seine Notwendigkeit bestand schon vorher.

Aebi: Es liegt hier ein Missverständnis vor: die soeben von mir erwähnte Motion der APKN wurde als Antrag zum Bericht der Kommission über die parlamentarischen Initiativen Caccia, Petitpierre und Sager eingereicht. Das war vorher.

Präsident: Ich schlage vor, dass die Kommission beschliesst, die Priorität beim aussenpolitischen Bericht für uns zu beanspruchen und diesen Beschluss dem Büro des Ständerates mitzuteilen.

Die **einstimmige Kommission** schliesst sich diesem Antrag an.

Präsident: Wir haben nun zwei Themen für die nächste Sitzung, nämlich eine Strategiediskussion im Sinne der Ausführungen von Herrn Rhinow und, unabhängig davon, die Frage der Vorstösse und der Haltung gegenüber diesen Vorstössen. Sollen wir beide Themen behandeln?

Onken: Wie Herr Rhinow bin ich der Meinung, dass wir uns über gewisse Fragen wieder einmal aussprechen sollten, um unsere gegenseitigen Positionen zu klären. Wir sollten dies auch in Bezug auf die Vorstösse tun, damit wir nicht wieder so unvorbereitet wie in Genf sind. Unabhängig davon sollten wir uns das eigentliche Geschäft, das heisst die Option der bilateralen Verhandlungen, in denen wir jetzt stehen, erklären lassen und uns anhören, wie der Bundesrat hier vorgehen will.

Präsident: Wenn wir glaubwürdig sein wollen, dann müssen wir die Vorstösse jetzt behandeln. Wollen wir die allgemeine Aussprache in diesem Rahmen pflegen?

Es folgt eine kurze Diskussion über den Sinn einer solchen Diskussion.

Rüesch: Ich glaube nicht, dass wir hier zu einer sogenannten Kommissionsmeinung kommen werden.

Präsident: Das ist auch nicht nötig.

Schiesser: Ein Meinungs austausch über die Europafrage ist innerhalb unserer Kommission unerlässlich. Es geht nicht darum, zu einer einheitlichen Meinung zu kommen. Wir haben hier ein Thema, das wir diskutieren müssten, auch wenn keine unmittelbaren Vorstösse vorlägen. Die aussenpolitische Kommission muss sich auch im Hinblick auf die dem aussenpolitischen Bericht folgenden Diskussion vorbereiten. Mitte November wird die bundesrätliche Klausurtagung vom 27.10.1993 über diesen Bericht vorbei sein. Wir werden

dann vielleicht vermehrte Klarheit haben. Es mag offen bleiben, ob die Idee eines Verzichtes auf den EWR im Bundesrat durchgehen wird. Wir müssen uns allerdings eine Meinung darüber bilden, wie wir uns gegenüber diesen noch nicht offiziellen Vorschlägen des Bundesrates verhalten sollen. Diese Diskussion bleibt ja intern.

Gadient: Ich teile die Ansicht, dass das Thema Europa unabhängig von Vorstössen behandelt werden muss. Die bundesrätliche Haltung sollte allerdings als wesentliche Grundlage für die Diskussion innerhalb unserer Kommission dienen, denn es geht hier um mehr als nur um Nuancen. Wenn wir ohne Vorgaben diskutieren, wird sich das Gespräch in den üblichen Bahnen bewegen und wir dürfen dann nicht allzuviel davon erwarten. Es wäre besser, wenn wir diese Diskussion, gestützt auf den aussenpolitischen Bericht, führen könnten.

Präsident: Wir werden also diesen Meinungs austausch über die schweizerische Europapolitik anlässlich der nächsten Sitzung durchführen.

Sollen wir auch schon über die Strategie des Bundesrates im Zusammenhang mit den bevorstehenden bilateralen Verhandlungen Schweiz-EG diskutieren?

Aebi: In diesem Zusammenhang möchte ich noch einmal auf den vom Kommissionspräsidenten schon erwähnten Brief der nationalrätlichen Kommission an den Bundesrat zurückkommen. Gestützt auf Art. 47 bis AGVG beantragt sie darin, zur Strategie der bilateralen Verhandlungen mit der EG konsultiert zu werden. Es fragt sich nun, ob unser Präsident, im Namen der Kommission, ein ähnliches Begehren stellen soll.

Präsident: Ich bin der Meinung, dass dieses Begehren der nationalrätlichen Kommission genügt. Es wird dann bei uns auch traktandiert.

Frau **Hutter:** Es handelt sich um die Konsultation zu den Richt- und Leitlinien für das Verhandlungsmandat und ist gemäss Art.47 bis a Abs.5 GVG vorgesehen. Da wir diesen Artikel nun wirklich konkret anwenden wollen, sollten wir einen ersten offiziellen Antrag stellen. Es geht hier um **zwei Dinge**, nämlich vorerst einmal um die allgemeine Diskussion über die Europapolitik, die schon anlässlich der Kommissionssitzung vom 18./19. November 1993 traktandiert werden kann und dann **in einer weiteren Phase** um die schon der nationalrätlichen Kommission verlangte Konsultation zu der Verhandlungsstrategie betreffend die obenerwähnten bilateralen Verhandlungen.

(Nachträgliche Anmerkung des Sekretarates: Für eine formelle Konsultation dürfte die November-Sitzung unserer Kommission zu früh kommen, weil die Verabschiedung des Verhandlungsmandates für die bilateralen Verhandlungen mit der Schweiz durch den EG-Ministerrat erst am 8./9.11.1993 erfolgte).

Die **Kommission** beschliesst nach kurzer Diskussion auf Antrag des Präsidenten, darauf zu verzichten, dem Bundesrat noch einmal separat einen Brief betreffend die Konsultation über die Verhandlungsstrategie zuzustellen und dass der Brief der nationalrätlichen Kommission genüge. Das Thema wird dann zur gegebenen Zeit traktandiert.

Onken: Ich möchte noch kurz auf das gestrige Thema betreffend Georgien und "Gute Dienste" zurückkommen. Wir haben die Ausführungen von Botschafter Brunner und Bundesrat Cotti gehört aber nicht mehr über die Rolle, die die Schweiz zu übernehmen gedenkt, diskutiert. Werden wir in Georgien unsere "Guten Dienste" schwerpunktmässig zur

Geltung bringen? Wollen wir durch diese Mission das Beziehungsnetz verstärken und bei der Aufbauarbeit eine besondere Rolle als Schweiz spielen? Ich bin der Auffassung, dass unsere Kommission den Bundesrat fragen sollte, was er im Hinblick auf Georgien zu tun beabsichtigt. Ich hätte diesbezüglich einige konkrete Fragen. Ich möchte wissen, ob der Bundesrat Georgien zum Zielland unserer "Guten Dienste" machen will. Inwiefern werden im Rahmen der schweizerischen Osteuropahilfe Dispositionen getroffen, die Georgien begünstigen? Inwieweit haben sich schweizerische Organe der Flüchtlingshilfe, angesichts dieses zunehmenden Flüchtlingseleuds, dort bereits engagiert? Gedenkt der Bundesrat Botschafter Brunner dadurch zu unterstützen, dass er ihn in der Botschaft von Paris gezielt entlastet, damit er für dieses Mandat mehr Spielraum hat? Ich möchte, dass wir uns im November noch etwas Zeit für die Beantwortung solcher Fragen nehmen und uns über die Absicht des Bundesrates orientieren lassen.

Präsident: Ich bin auch der Ansicht, dass sich die Schweiz hier engagieren müsste. Sie sollte Herrn Brunner nicht einfach der UNO überlassen.

Gadient: Es ist sicher interessant, noch einmal darüber zu diskutieren. Es wurde uns allerdings gestern gesagt, dass dieses Gebiet nicht mehr in der schweizerischen Einflussosphäre ist, sobald die UNO tätig wird. Herr Brunner ist der UNO zur Verfügung gestellt worden. Er wird zwangsläufig Anregungen liefern, Gedanken einbringen und diverse Möglichkeiten aufzeigen, auch jener einer autonomen schweizerischen Aktion. Auf diesem Gebiet sollte er vielleicht noch gestärkt werden. Ich möchte noch einen weiteren Punkt erwähnen. Georgien ist nur ein Problembereich. Es gibt ein Dutzend andere Länder, bei welchen die Voraussetzungen gleich sind. Wir müssten deshalb bei unserer Diskussion die Problematik generell angehen.

Onken: Während der vorletzten Sitzung hat Bundesrat Cotti die Rolle Norwegens in der Schlichtung des israelisch-palästinensischen Konflikts erwähnt und sich gefragt, ob man ähnliche punktuelle Einsätze seitens der Schweiz nicht fördern müsste. Er hat in diesem Zusammenhang das Beispiel von Georgien erwähnt. Es ist mir nun nicht klar, ob die Schweiz tatsächlich solche Einsätze machen will. Ich sehe natürlich die Vielfalt der Möglichkeiten, die wir hätten. Wir müssen aber eine Auswahl treffen. Es muss untersucht werden, ob hier ein solcher Fall vorliegt. Es wäre auch denkbar, dass unsere Mittel zu beschränkt sind, um Georgien zu einem Schwerpunktland zu machen.

Gadient: Der gestrige Bericht war sehr eindrücklich und zeigte einen kleinen Aspekt der gewaltigen Gegensätze und beinahe unlösbaren Probleme. Der Vergleich mit dem Einsatz Norwegens hält hier nicht stand. Ausserdem könnte ein solches Mandat sehr delikate sein. Ich habe diesbezüglich Bedenken, bin aber nicht dagegen.

Präsident: Wir erwarten also anlässlich der nächsten Sitzung die Schlussfolgerungen des Bundesrates für die Schweiz aus der gestrigen Diskussion bezüglich Georgien.

10. Verschiedenes

Keine Bemerkungen. Schluss der Sitzung: 10.45 Uhr